



ODESIA



RAPPORT ANNUEL
2009

TABLE DES MATIÈRES

Mot du président et chef de la direction	03
Rapport de gestion et déclarations prospectives	04
Rapport des vérificateurs	18
États financiers	19
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	23
Informations corporatives	43

MOT DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

Pour l'année terminée le 31 décembre 2009

Chers actionnaires,

C'est sur un fond de ralentissement économique mondial que nous avons entrepris l'année 2009. Il était donc prudent que chacune de nos actions soit posée en fonction de ce contexte. Conséquemment, nous avons reporté à la sortie de cette période tout projet d'acquisition ou d'expansion au profit de projets d'amélioration opérationnelle.

L'intelligence d'affaires au cœur de toutes les entreprises

Nous avons misé, en 2009, sur la nécessité grandissante du "BI" (Business Intelligence) au sein des moyennes et grandes entreprises. Nous avons aussi positionné notre offre de services dans plusieurs industries et enfin nous avons maintenu nos liens étroits avec les principaux éditeurs de technologies "BI". Cette recette nous a permis de positionner Odesia comme un chef de file en solutions de "Business Intelligence".

Faits saillants de l'exercice 2009

Afin de bien répondre au ralentissement économique et la réduction du volume de ventes causé par le report de plusieurs projets chez certains de nos clients, nous avons opté d'optimiser nos opérations afin de réduire au maximum nos coûts opérationnels. Nous avons aussi tirés avantage de cette opportunité pour transiter d'un modèle de consultation pure vers un modèle d'affaires à valeur ajoutée basé sur l'implantation de solutions d'affaires.

Au deuxième trimestre nous avons annoncé la conclusion d'une entente de mise en marché d'une nouvelle solution d'affaires pour aider la prise de décision en matière d'optimisation de la chaîne d'approvisionnement. Offert en mode logiciel-service, la solution analyse et qualifie les données qui transitent dans les réseaux d'échange de documents. Cet outil permet à l'utilisateur d'identifier une série d'indicateurs de performance mesurant les étapes critiques de la chaîne d'approvisionnement.

Au troisième trimestre nous avons entrepris de renouveler notre conseil d'administration. Ainsi, nous avons salué le travail de Messieurs Jacques Topping, Jan Czech et André Malo, qui depuis notre entrée en bourse en 2006 ont su bâtir l'environnement de gouvernance et de contrôle dont nous sommes fiers aujourd'hui et nous avons accueilli messieurs Timothy Murdoch et Michaël Perrault au sein de notre conseil d'administration.

De nouvelles opportunités pour l'Intelligence d'Affaires

Selon plusieurs études, il y aura plus de 1,2 milliard de téléphones intelligents d'ici la fin de 2010. Avec une grande quantité d'applications, les téléphones intelligents deviennent peu à peu une extension de l'ordinateur de bureau. Avec la capacité de géo-localisation de ces appareils, il en résultera de nouvelles opportunités de développements pour des applications d'Intelligence d'affaires. Une nouvelle gamme de solutions CRM (une application verticale de l'intelligence d'affaires) offrira aux utilisateurs plus de fonctionnalité qu'ils en avaient avec leur CRM classique. Il faudra aussi intégrer les réseaux sociaux aux systèmes informatiques des entreprises.

Nous allons aussi rapidement vers le développement d'une nouvelle vague d'applications qui, au lieu de travailler avec les données du passé et témoigner de ce qui s'est produit hier, va maintenant utiliser de nouvelles techniques pour entrevoir ce qui pourrait se produire demain. Ceci reflète parfaitement l'approche ainsi que la philosophie qui distingue Odesia des autres solutions.

À l'aube de 2010, ODESIA entre avec confiance dans une nouvelle phase de croissance d'affaires et croit que son positionnement unique dans le marché fera en sorte qu'elle profitera pleinement de la croissance de son industrie.

Assemblée générale annuelle des actionnaires

Au nom du conseil d'administration et de la direction d'ODESIA, je vous invite à assister à l'assemblée annuelle des actionnaires le 16 juin prochain. L'assemblée générale annuelle vous donne l'occasion d'entendre directement les exposés des hauts dirigeants de la Société et de leur poser vos questions. Nous vous encourageons à exercer les droits de vote rattachés à vos actions que vous confère votre procuration, selon les directives contenues dans la circulaire de la Compagnie.

Veuillez agréer, chers actionnaires, l'expression de nos salutations distinguées.



Nicolas Bonnafous
Président intérimaire du conseil d'administration

RAPPORT DE GESTION

RAPPORT DE GESTION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

RAPPORT DE GESTION ET DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion (le « rapport ») porte sur les résultats d'exploitation du Groupe ODÉSIA Inc. (la « Société »), pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009. Les commentaires contenus aux présentes visent à aider le lecteur à mieux comprendre les activités du Groupe ODÉSIA Inc. et relever les éléments-clés de ses états financiers.

Préparé conformément au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue, ce rapport doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés et les notes afférentes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009. Les états financiers de la Société ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens. La préparation des états financiers selon les PCGR nécessite de la part de la direction l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui ont un effet sur les montants d'actif et de passif portés aux états financiers, sur la divulgation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants déclarés des revenus et des charges durant la période visée. Ces estimations sont basées sur l'expérience de la direction et sur d'autres hypothèses qu'elle croit être raisonnable dans les circonstances. Les lecteurs sont priés de se référer à la note 3 des états financiers du 31 décembre 2009 pour une description de toutes les conventions comptables.

Les états financiers et le rapport ont été revus par le comité de vérification, des ressources humaines et de régie d'entreprise de la Société, et approuvés par son conseil d'administration le 27 avril 2010.

Description des activités de la Société

La Société offre des solutions en intelligence d'affaires (BI) et en entreposage de données aux grandes et moyennes entreprises depuis 1998. Elle s'est donné pour mission de soutenir sa clientèle dans sa démarche de conception et d'implantation d'une infrastructure décisionnelle contribuant à la vision stratégique de l'entreprise. La Société aide les entreprises à atteindre une performance optimale en leur faisant expérimenter le plein potentiel de la technologie d'intelligence d'affaires. Cette technologie leur donne les moyens d'accéder à l'information, de la traiter et de la transmettre à tous les niveaux de l'organisation de même qu'à leurs clients et à leurs partenaires d'affaires.

La stratégie de la Société est en partie axée sur la croissance par acquisition afin d'élargir la gamme de services offerts à sa clientèle et d'étendre sa couverture géographique. C'est ainsi qu'au 30 novembre 2007, la Société a procédé à l'acquisition de la totalité des actions en circulation de Resource IT, une firme établie au Mexique et spécialisée dans la prestation de services professionnels de consultation en technologie de l'information. En 2006, la Société avait acquis 70% des actions en circulation de BI Expert SAS (renommée Odésia Europe SAS), une société française de consultation en technologies de l'information oeuvrant en Europe.

Déclarations prospectives

Certaines affirmations de cette analyse constituent des énoncés prospectifs, lesquels sont sujets à des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent impliquer que les résultats, le rendement et les réalisations réelles de la Société, ou ceux de son secteur d'activités, différeront sensiblement des résultats, du rendement et des réalisations exprimés ou sous-entendus par ces énoncés prospectifs.

Les déclarations formulées d'après les attentes actuelles de la direction comportent des risques et des incertitudes inhérents, connus ou non. Des verbes, à la forme affirmative ou négative, tels que «croire», «prévoir», «estimer», «s'attendre», «viser» et «évaluer» ainsi que des expressions apparentées sont utilisés pour ces commentaires prospectifs. Ces déclarations expriment les intentions, projets, attentes ou opinions de la Société sous réserve de la matérialisation de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs sur lesquels la Société n'a, dans bon nombre de cas, aucune emprise. Les résultats futurs pourraient être différents de ce qui est prévu.

RAPPORT DE GESTION

RAPPORT DE GESTION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

Faits saillants de l'année

Les faits saillants de 2009 sont les suivants :

- Les ventes de la Société ont diminué de 2 972 000 \$ ou 17 % par rapport à 2008, passant de 17 135 000 \$ en 2008 à 14 163 000 \$ en 2009. Ce recul des ventes est attribuable aux répercussions de la crise économique sur les activités à l'échelle mondiale.
- Le bénéfice net d'ODESIA au cours du troisième et du quatrième trimestre de 2009 a été respectivement de 24 000 \$ et de 28 000 \$, comparativement à une perte nette de respectivement 132 000 \$ et 1 459 000 \$ au cours des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces résultats représentent les deux premiers trimestres rentables d'ODESIA depuis décembre 2006.
- En 2009, la charge d'amortissement des actifs corporels et incorporels d'ODESIA se chiffre à 82 000 \$, soit une diminution de 89 % ou 683 000 \$ par rapport à l'exercice précédent. Cette diminution de la charge d'amortissement est attribuable à la radiation des actifs incorporels enregistrée au cours de l'exercice 2008.
- Le récent renouvellement du conseil d'administration de la Société conjugué à la faiblesse du cours de l'action d'ODESIA ont donné lieu à un rajustement positif d'environ 109 000 \$ de la charge découlant du régime d'unités d'actions différées.
- ODESIA a réalisé un gain de change de 11 000 \$ en 2009, comparativement à une perte de change de 151 000 \$ en 2008.

Renseignements financiers choisis

Pour les exercices terminés le 31 décembre	2009 Vérfié \$	2008 Vérfié \$	2007 Vérfié \$
Chiffre d'affaires	14 162 719	17 134 764	13 424 914
Bénéfice (perte) avant amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels, frais financiers et effet de change et impôts sur les bénéfices	59 493	(878 548)	(324 070)
Perte nette et résultat étendu	(471 221)	(3 007 235)	(613 176)
Perte nette par action de base et diluée	(0,016)	(0,105)	(0,024)
Total des actifs consolidés	5 169 689	6 333 419	9 784 002
Passifs à long terme consolidés, incluant la portion à court terme	847 246	962 490	986 218

Résultats d'exploitation

Chiffre d'affaires

Au cours du quatrième trimestre terminé le 31 décembre 2009, la Société a enregistré un chiffre d'affaires de 3 491 000 \$, comparativement à 4 278 000 \$ pour le trimestre correspondant de 2008, une baisse de 787 000 \$ ou 18 %. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2009, la Société a enregistré un chiffre d'affaires de 14 163 000 \$, comparativement à 17 135 000 \$ pour 2008, une baisse de 2 972 000 \$ ou 17 %. Ce recul du chiffre d'affaires qui touche les activités internationales est principalement attribuable à la crise économique mondiale. Le chiffre d'affaires enregistré auprès de la clientèle du Canada a diminué, passant de 6 370 000 \$ en 2008 à 5 616 000 \$ en 2009, soit une baisse de 754 000 \$ ou 12 %. Au cours de la même période, le chiffre d'affaires enregistré auprès de la clientèle de la France a diminué de 675 000 \$ ou 9 %, passant de 7 772 000 \$ en 2008 à 7 097 000 \$ en 2009. Toutefois, les activités au Mexique ont été encore plus négativement touchées par la crise financière. Le chiffre d'affaires enregistré auprès de la clientèle du Mexique a diminué de 1 542 000 \$ ou 52 %, passant de 2 992 000 \$ en 2008 à 1 450 000 \$ en 2009. Bien que nous percevions actuellement des signes de reprise sur le marché mexicain, cette reprise est plus lente que prévu initialement par ODESIA et la direction a récemment retenu les services d'une société externe d'experts conseils pour l'aider à restructurer ses activités au Mexique et à adresser les défis de la direction. Si la rentabilité à court terme n'est pas assurée, ODESIA évaluera ses options stratégiques en ce qui concerne ses activités au Mexique.

RAPPORT DE GESTION

RAPPORT DE GESTION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

Coût des services fournis, frais d'exploitation et frais d'administration

Le coût des services fournis, des frais d'exploitation et des frais d'administration de la Société s'est élevé à 3 333 000 \$ pour le quatrième trimestre terminé le 31 décembre 2009, comparativement à 5 256 000 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, une baisse de 1 923 000 \$ ou 37 %. De même, le coût des services fournis, des frais d'exploitation et des frais d'administration de la Société s'est élevé à 14 103 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, comparativement à 18 013 000 \$ pour l'exercice précédent, une baisse de 3 910 000 \$ ou 22 %.

Le coût des services fournis comprend principalement le salaire de nos collaborateurs et les coûts directs de contrats. Étant donné que la Société oeuvre dans le domaine de la consultation, le coût des services fournis est étroitement corrélé au chiffre d'affaires. En comparaison avec la période correspondante de 2008, les marges brutes d'exploitation pour le trimestre et l'exercice terminés le 31 décembre 2009 ont varié notamment en raison des facteurs suivants :

- ❖ Les opérations au Mexique ont été prises de court par la forte chute soudaine des ventes au deuxième trimestre de 2009, laquelle a persisté tout au long de 2009. Cette chute des ventes a forcé la Société à verser des primes de départ pour réagir face à la situation.
- ❖ Le taux de placement global des ressources a été plus faible en 2009.
- ❖ En revanche, la restructuration initiée par la Société au dernier semestre de 2008 se traduit par d'importantes économies de coûts tout au long de 2009.
- ❖ À la fin de juin 2009, la Société a autorisé le vice-président d'ODESIA Mexique à prendre un congé sabbatique non rémunéré pour une période indéterminée. Il n'est pas remplacé durant ce congé autorisé.
- ❖ Suite à une évaluation du gouvernement mexicain à l'égard des retenues sur la paie exigibles, une provision de 97 000 \$ (1 146 000 pesos) a été enregistrée au troisième trimestre de 2009.
- ❖ Une subvention de l'État de 54 000 \$ a été reçue au premier semestre de 2009 pour permettre à ODESIA de former ses employés canadiens durant le ralentissement des activités en raison de la crise financière.

Comparativement au quatrième trimestre de 2008 et à l'exercice terminé le 31 décembre 2008, les frais d'exploitation et d'administration des périodes équivalentes de 2009 ont varié notamment en raison des facteurs suivants :

- ❖ La restructuration qui a eu lieu au cours du dernier semestre de 2008 a permis de diminuer les frais d'exploitation et d'administration en 2009 par rapport à ceux de 2008.
- ❖ La Société a eu moins recours à des professionnels externes en 2009 qu'en 2008.
- ❖ Le récent renouvellement du conseil d'administration de la Société conjugué à la faiblesse du cours de l'action d'ODESIA ont donné lieu à un rajustement positif d'environ 109 000 \$ de la charge découlant du régime d'unités d'actions différées.

ODESIA a enregistré un bénéfice avant amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels, frais financiers et effet de change et impôts sur les bénéfices de 158 000 \$ et de 59 000 \$ respectivement pour le quatrième trimestre et pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, comparativement à une perte de 978 000 \$ et de 879 000 \$ pour les périodes correspondantes de 2008.

Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels

L'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels se chiffre à 16 000 \$ pour le quatrième trimestre de 2009 (82 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009), comparativement à 157 000 \$ au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent (765 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008), soit une baisse de 141 000 \$ pour le quatrième trimestre de 2009 (diminution de 683 000 \$ pour l'exercice 2009). Cette diminution de la charge d'amortissement est principalement attribuable à la radiation des actifs incorporels au cours de l'exercice 2008.

RAPPORT DE GESTION

RAPPORT DE GESTION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

Frais financiers et effet de change

Les frais financiers et effet de change se sont élevés à 106 000 \$ au quatrième trimestre de 2009, comparativement à 228 000 \$ au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une baisse de 122 000 \$ ou 54 %. Comparativement au quatrième trimestre de 2008, les taux d'intérêt ont été moins élevés en 2009 et le solde de la dette à long terme était moins élevé. Ces deux éléments ont engendré une baisse de 12 000 \$ des intérêts débiteurs au quatrième trimestre de 2009 par rapport au quatrième trimestre de 2008. Par conséquent, la majeure partie de cette diminution des frais financiers et effet de change mentionnés précédemment s'explique principalement par un gain de 10 000 \$ que la Société a enregistré sur les opérations de change au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2009, comparativement à une perte de 106 000 \$ au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

Les frais financiers et effet de change se sont élevés à 471 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, comparativement à 653 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008, soit une baisse de 182 000 \$ ou 28 %. Pour le premier semestre de 2008, ODESIA n'avait pas de débetures convertibles ni de prêts bancaires au Mexique. Par conséquent, en dépit de la baisse des taux d'intérêt et du solde la dette à long terme en 2009, les intérêts débiteurs en 2009 se chiffrent à 484 000 \$, comparativement à 439 000 \$ en 2008, une hausse de 45 000 \$. Cette augmentation des intérêts débiteurs a été contrebalancée par un gain de 11 000 \$ enregistré sur les opérations de change en 2009, comparativement à une perte de 151 000 \$ enregistrée en 2008; ce qui explique la baisse des frais financiers et effet de change mentionnée précédemment.

Perte nette

Le bénéfice net pour le quatrième trimestre terminé le 31 décembre 2009 s'est élevé à 28 000 \$ ou 0,001 \$ par action, comparativement à une perte nette de 1 459 000 \$ (incluant la radiation de 399 000 \$ d'une partie des actifs incorporels) ou 0,049 \$ par action au cours du quatrième trimestre de 2008. La perte nette pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009 s'est élevée à 471 000 \$ ou 0,016 \$ par action, comparativement à 3 007 000 \$ (incluant la radiation de 1 409 000 \$ d'une partie des actifs incorporels) ou 0,105 \$ par action au cours de la période correspondante de 2008.

Données trimestrielles (non vérifiées)

Le tableau suivant résume certaines informations consolidées concernant les huit derniers trimestres de la Société :

	T1 31 mars \$	T2 30 juin \$	T3 30 septembre \$	T4 31 décembre \$
2009				
Chiffre d'affaires	3 996 600	3 456 999	3 218 018	3 491 102
Bénéfice net (perte nette) et résultat étendu	(17 144)	(506 052)	23 971	28 004
Bénéfice net (perte nette) par action de base et dilué(e)	(0,001)	(0,017)	0,001	0,001
2008				
Chiffre d'affaires	4 236 038	4 270 627	4 350 008	4 278 091
Perte nette et résultat étendu	(217 671)	(1 198 982)	(132 077)	(1 458 505)
Perte nette par action de base et diluée	(0,008)	(0,043)	(0,005)	(0,049)

RAPPORT DE GESTION

RAPPORT DE GESTION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

Données trimestrielles (non vérifiées) (suite)

Le chiffre d'affaires d'ODESIA a été relativement stable d'un trimestre à l'autre en 2008. Les difficultés à intégrer les acquisitions faites en 2006 et 2007 expliquent la hausse de la perte nette au cours de 2008 et du premier semestre de 2009. En 2009, en réponse au contexte économique difficile, nos clients ont réévalué le calendrier de leurs stratégies d'investissement et restructuré leurs dépenses de manière à faire face à leurs problèmes sur le plan des liquidités et de la marge. Ces mesures de prudence ont mené à la réduction ou au report des dépenses en TI, ce qui a eu, par ricochet, un effet négatif sur le chiffre d'affaires d'ODESIA en 2009. La Société a réagi en rationalisant ses coûts et en cherchant continuellement à décrocher de nouveaux contrats et à renouveler et prolonger des contrats existants, comme en témoigne l'amélioration graduelle du bénéfice net après le premier semestre de 2009.

Certains facteurs entraînent des variations trimestrielles qui ne sont pas forcément révélatrices des résultats futurs de la Société. Premièrement, les résultats trimestriels se ressentent de certains éléments comme les vacances et le nombre de jours fériés au cours d'un trimestre donné. Deuxièmement, le volume de travail émanant de certains clients peut varier d'un trimestre à l'autre en fonction de leur cycle conjoncturel et du caractère saisonnier de leurs propres activités.

En règle générale, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation sont susceptibles de fluctuer considérablement d'un trimestre à l'autre en fonction du moment où d'importants clients effectuent leurs paiements mensuels, ainsi que des dates de réception des divers crédits d'impôt.

Les mouvements des taux de change occasionnent également des écarts trimestriels qui sont susceptibles d'augmenter proportionnellement au pourcentage du chiffre d'affaires en devises étrangères. Cependant, les marges d'ODESIA sont naturellement protégées contre le risque de change.

Données sur les actions en circulation

Les informations relatives aux actions en circulation au 27 avril 2010 sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Actions ordinaires en circulation	29 620 286
Options d'achat d'actions en circulation	535 000
Bons de souscription en circulation	350 000
Actions ordinaires en circulation sur une base diluée	30 505 286

De plus, les débetures convertibles pourraient être converties en 1 818 750 actions ordinaires et 909 375 bons de souscription selon le prix de conversion effectif de 0,40 \$ au 27 avril 2010.

Bilan

L'actif à court terme s'élève à 3 726 000 \$ au 31 décembre 2009, comparativement à 4 790 000 \$ au 31 décembre 2008, une diminution de 1 064 000 \$. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse des débiteurs, des contrats en cours, du crédit d'impôt à la recherche et des impôts futurs. Le volume de vente moins important au quatrième trimestre de 2009, comparativement au quatrième trimestre de 2008, explique la diminution des débiteurs et des contrats en cours. Le crédit d'impôt à la recherche a été encaissé au deuxième trimestre terminé le 30 juin 2009 et aucun nouveau projet n'a été présenté pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009.

L'actif total de la Société se chiffre à 5 170 000 \$ au 31 décembre 2009, comparativement à 6 333 000 \$ au 31 décembre 2008, une baisse de 1 163 000 \$. En plus de la baisse de l'actif à court terme décrite dans le paragraphe précédent, l'amortissement des immobilisations corporelles explique cette baisse de l'actif total.

Le passif à court terme s'élève à 4 354 000 \$ au 31 décembre 2009, comparativement à 5 052 000 \$ au 31 décembre 2008, une baisse de 698 000 \$. En voici les raisons :

- ◆ Diminution de 357 000 \$ des comptes fournisseurs et charges à payer. Compte tenu du fait que le coût des services fournis est étroitement corrélé au chiffre d'affaires, le recul des ventes au quatrième trimestre de 2009 par rapport au quatrième trimestre de 2008 explique cette diminution.
- ◆ Diminution de 163 000 \$ des versements sur la dette à long terme suivant la renégociation des termes de paiement de l'entente sur la dette à long terme.
- ◆ Diminution de 191 000 \$ des impôts futurs.

RAPPORT DE GESTION

RAPPORT DE GESTION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

Liquidités et ressources en capital

Au 31 décembre 2009, la Société avait des liquidités de 294 000 \$, comparativement à 370 000 \$ au 31 décembre 2008. Au 31 décembre 2009, le fonds de roulement était négatif à 628 000 \$, comparativement à un fonds de roulement négatif de 262 000 \$ au 31 décembre 2008. Selon ses projections financières internes, ODESIA prévoit que les flux de trésorerie issus des activités de la Société seront suffisants pour subvenir à ses besoins en liquidités dans les prochains douze mois. En ce moment, la Société n'a aucun autre crédit disponible outre les prêts bancaires, lesquels ne sont pas utilisés jusqu'à la limite autorisée. La Société a utilisé son moratoire sur le remboursement de ses débetures convertibles en juillet 2009. Ce moratoire permet à la Société de bénéficier, pendant douze mois, d'un congé de paiement de capital sur ses débetures convertibles.

Au 31 décembre 2009, la Société ne rencontrait pas les ratios requis par ses banques (voir la note 19 dans les états financiers consolidés vérifiés de la Société). Cette situation s'explique en grande partie par la perte nette subie en 2008 et par le passif encouru pour permettre l'acquisition de contrats clients totalisant près de 1,5 million de dollars et l'acquisition de Resource IT. De plus, ODESIA Mexique a été incapable de respecter ses obligations de remboursement en septembre 2009. Environ 398 000 \$ seraient nécessaires pour honorer les obligations. La Société négocie présentement avec le prêteur concerné par ce défaut de remboursement en vue de refinancer cette dette par un prêt à long terme. Par conséquent, la capacité de la Société à réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses passifs est tributaire de la collaboration soutenue de ses prêteurs et actionnaires. Les dirigeants de la Société cherchent aussi présentement à obtenir un financement additionnel (entre 2 000 000 \$ et 5 000 000 \$), mais rien ne garantit que la Société réussisse à obtenir de tels fonds à des conditions satisfaisantes. La Société peut émettre de nouvelles actions et de nouveaux titres de dettes ou procéder à un refinancement de la dette existante avec des caractéristiques différentes. Ces fonds serviraient à améliorer le fonds de roulement de la Société et s'assurer qu'elle peut procéder à des acquisitions sélectives si d'excellentes occasions sont identifiées. La Société a également adopté un plan de rationalisation des dépenses pour faire face à la situation. ODESIA mettra tout en oeuvre pour optimiser sa valeur, incluant, sans toutefois s'y limiter, la réalisation de certains actifs.

Flux de trésorerie

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Après l'ajustement des éléments sans effet sur la trésorerie comme l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels, les frais d'intérêts implicites, les impôts futurs et les variations des éléments du fonds de roulement, les activités d'exploitation ont produit des flux de trésorerie de 25 000 \$ au cours du quatrième trimestre terminé le 31 décembre 2009 et des flux de trésorerie de 231 000 \$ au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2009.

En comparaison, au cours du quatrième trimestre de 2008, les activités d'exploitation ont produit des flux de trésorerie de 597 000 \$ et pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008, les activités d'exploitation ont utilisé des flux de trésorerie de 497 000 \$.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement n'ont pas varié de manière importante et résultent de l'acquisition d'immobilisations corporelles et d'autres actifs.

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement

Pour le trimestre et l'exercice terminés le 31 décembre 2009, les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont principalement varié en raison des versements sur la dette à long terme et la variation des emprunts bancaires.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008, les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont varié en raison du placement privé du 21 juillet 2008 qui a produit des flux de trésorerie positifs après l'émission des débetures convertibles, des actions et des bons de souscription. Ce placement privé contrebalance les écarts causés par les versements réalisés sur la dette à long terme durant cette période.

Instruments financiers

La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés.

Les actifs et les passifs financiers sont d'abord comptabilisés à la juste valeur et sont subséquemment comptabilisés selon leur classification, tel que décrit ci-après. Le classement dépend de l'intention pour laquelle les instruments financiers ont été acquis et de leurs caractéristiques.

RAPPORT DE GESTION

RAPPORT DE GESTION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

Instruments financiers (suite)

Actifs détenus à des fins de transaction

Les actifs financiers qui sont achetés ou acquis dans le but principal de dégager des profits à court terme sont classés dans la catégorie des actifs détenus à des fins de transaction. De plus, tout autre actif financier peut être désigné par la Société lors de la comptabilisation initiale comme des actifs détenus à des fins de transaction. Ces instruments sont calculés à la juste valeur avec des modifications relativement à la juste valeur qui sont comptabilisées en résultat net dans l'exercice au cours duquel il se produit. L'encaisse est classée comme actif détenu à des fins de transaction.

Actifs disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente sont des actifs financiers non-dérivés qui sont désignés dans cette catégorie ou ne sont pas classés dans aucune autre catégorie. Les actifs financiers classés dans la catégorie des actifs disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur et les variations de la juste valeur sont inscrites dans les autres éléments du résultat étendu, sauf les placements dans les instruments de capitaux propres pour lesquels il n'existe pas de prix coté sur un marché actif et qui devraient être constatés au coût. L'intérêt sur les actifs disponibles à la vente est calculé au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif et est comptabilisé en résultat net. Lorsque la juste valeur est réputée être autre que temporaire, la perte cumulative enregistrée dans le cumul des autres éléments du résultat étendu est supprimée et comptabilisée en résultat net. Les gains et les pertes réalisés relativement à la disposition des titres disponibles à la vente sont comptabilisés en résultat net. Aucun actif financier n'est classé comme actif disponible à la vente.

Actifs détenus jusqu'à l'échéance

Les titres qui ont une date d'échéance fixe et pour lesquels la Société a l'intention bien arrêtée et la capacité de conserver jusqu'à l'échéance sont classés comme des actifs détenus jusqu'à l'échéance et comptabilisés au coût après amortissement au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Aucun actif financier n'est classé comme actif détenu jusqu'à l'échéance.

Prêts et créances

Les prêts et les créances sont des actifs financiers non-dérivés provenant de la remise de la trésorerie ou d'autres actifs en retour d'une promesse de remboursement à une date déterminée, ou à vue, normalement avec des intérêts. Les prêts et les créances sont calculés au coût après amortissement au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les comptes débiteurs sont classés comme des prêts et des créances.

Passifs détenus à des fins de transaction

Les passifs financiers classés comme passifs détenus à des fins de transaction comprennent les passifs dérivés qui ne sont pas comptabilisés comme des instruments de couverture, les obligations de remettre des actifs financiers empruntés par un vendeur à découvert et les passifs financiers qui s'intègrent dans un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble dans le but d'engendrer des profits à court terme. De plus, tout autre passif financier peut être désigné par la Société lors de la comptabilisation initiale comme des passifs détenus à des fins de transaction. Ces instruments sont calculés à la juste valeur avec des modifications relativement à la juste valeur qui sont comptabilisées en résultat net durant la période. Aucun passif n'est classé comme passif détenu à des fins de transaction.

Autres éléments de passif

Les autres éléments de passif sont comptabilisés au coût après amortissement au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les emprunts bancaires, les comptes fournisseurs et les charges à payer, les débetures convertibles et la dette à long terme sont classés comme d'autres éléments de passif.

Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers

La Société est exposée à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses opérations et de ses activités d'investissement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Société.

La Société ne conclut pas de contrats visant des instruments financiers, incluant des dérivés financiers, à des fins spéculatives.

RAPPORT DE GESTION

RAPPORT DE GESTION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

Instruments financiers (suite)

Risque de taux d'intérêt

Les emprunts bancaires portent intérêt à taux variable et exposent donc la Société à un risque de flux de trésorerie découlant des variations des taux d'intérêt.

Les débetures convertibles et la dette à long terme portent intérêt à taux fixe et exposent donc la Société au risque de variation de la juste valeur découlant des variations des taux d'intérêt.

Les autres actifs et passifs financiers de la Société ne présentent aucun risque de taux d'intérêt étant donné qu'ils ne portent pas intérêt.

La Société n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt. Une fluctuation de 50 points de base des taux d'intérêts n'aurait pas un impact significatif considérant le niveau d'endettement actuel de la Société. Par conséquent, une analyse de sensibilité sur l'impact des fluctuations des taux d'intérêt sur les résultats et résultat étendu consolidés n'a pas été fournie.

Risque de change

La société est exposée au risque de change en raison de l'encaisse, des comptes clients, des emprunts bancaires, des comptes fournisseurs et charges à payer libellés en devises étrangères.

	2009		2008	
Actifs libellés en:				
Dollar américain	233 764 \$ US	245 686 \$ CDN	227 845 \$ US	278 608 \$ CDN
Euros	845 975 €	1 268 962 \$ CDN	811 374 €	1 383 069 \$ CDN
Pesos Mexicains	1 985 885 MXN	159 109 \$ CDN	4 337 492 MXN	383 998 \$ CDN
Passifs libellés en:				
Dollar américain	143 310 \$ US	150 618 \$ CDN	44 902 \$ US	54 906 \$ CDN
Euros	571 034 €	856 552 \$ CDN	787 944 €	1 343 129 \$ CDN
Pesos Mexicains	13 443 959 MXN	1 077 130 \$ CDN	9 402 791 MXN	832 429 \$ CDN

La Société ne conclut pas de contrats visant à couvrir le risque de change auquel elle est exposée. Une fluctuation de 10% du taux de conversion de l'Euro, du peso mexicain ou du dollar américain n'aurait pas un impact significatif considérant le niveau actuel de devises monétaires libellées en devises étrangères. Par conséquent, une analyse de sensibilité sur l'impact des fluctuations des taux de conversion sur les résultats et résultat étendu consolidés n'a pas été fournie.

Risque de crédit

Règle générale, la valeur comptable au bilan de la Société des actifs financiers exposés au risque de crédit, après déduction des provisions applicables pour pertes, représente le montant maximum du risque de crédit auquel la Société est exposée.

Le risque de crédit de la Société provient principalement des comptes clients. Une partie des comptes clients est garantie par des tierces parties, par conséquent, la Société n'exige pas de garantie de ses clients. La politique de la Société consiste à soumettre chaque client à une procédure de vérification de son crédit. La Société est également exposée à un risque de crédit relié au montant recevable de l'affacteur (voir Note 8). Le solde des comptes clients est géré et analysé de façon continue et, de ce fait, l'exposition de la Société aux créances douteuses n'est pas importante.

RAPPORT DE GESTION

RAPPORT DE GESTION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

Instruments financiers (suite)

Risque de crédit (suite)

L'âge des comptes à recevoir au 31 décembre 2009, incluant le montant recevable de l'affactureur, se détaille comme suit:

	2009 \$	2008 \$
Courant	1 317 300	1 187 316
31 - 60 jours (en souffrance)	824 516	860 448
61 - 90 jours (en souffrance)	453 145	590 269
Plus de 91 jours (en souffrance)	265 076	588 571
	2 860 037	3 226 604
Provision pour créances douteuses	(119 590)	(190 882)
Balance au 31 décembre	2 740 447	3 035 722

La Société fait des estimations et des hypothèses dans le processus de détermination de la provision pour créances douteuses. Les comptes débiteurs dont l'âge dépasse l'accord sur les modalités de paiement sont considérés en souffrance. La Société détermine sa provision en considérant un certain nombre de facteurs, y compris l'âge des comptes débiteurs en souffrance, la capacité du client à payer son obligation envers la Société, l'historique et l'état de l'économie globale et de l'industrie en général. La Société radie des comptes à recevoir quand ils sont jugés irrécouvrables et tous paiements reçus par la suite par rapport aux comptes à recevoir radiés sont portés au crédit des résultats et résultat étendu consolidés. La provision pour créances douteuses est calculée principalement sur une analyse spécifique de chaque compte débiteur.

La Société minimise son exposition au risque de crédit en plaçant son argent auprès de grandes banques. La direction estime que ces grandes banques présentent un faible risque de perte.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité consiste en la possibilité que la Société ne puisse s'acquitter de ses obligations financières à leur échéance. La Société gère le risque de liquidités en faisant un suivi serré de sa trésorerie afin de s'assurer de maintenir un niveau suffisant pour pourvoir à ses obligations financières dans un avenir prévisible. La Société établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour rencontrer ses obligations. Une bonne partie des besoins de la Société sont comblés par les flux de trésorerie générés par ses opérations. Au cours des derniers exercices, la Société a principalement financé son expansion par voie d'émission d'actions, de dette à long-terme et de débentures convertibles. Au 31 décembre 2009, la Société ne rencontrait pas les ratios financiers spécifiés dans ses ententes bancaires (voir Note 19).

Le tableau qui suit indique les obligations financières de la Société:

	Débentures convertibles \$	Dette à long terme \$	Emprunts bancaires \$	Comptes fournisseurs et charges à payer \$	Total \$
2010	144 000	167 293	1 471 757	2 518 908	4 301 958
2011	204 000	197 138	--	--	401 138
2012	189 000	--	--	--	189 000
2013	366 375	--	--	--	366 375

En considérant les opportunités de financement accessibles à la Société, l'encaisse et le calendrier de paiement des passifs, la direction évalue le risque de liquidité de la Société comme modérément élevé.

RAPPORT DE GESTION

RAPPORT DE GESTION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

Instruments financiers (suite)

Juste valeur

La Société a déterminé que la valeur comptable de ses comptes clients, emprunts bancaires et comptes fournisseurs et charges à payer se rapproche de la juste valeur en raison de leur échéance à court terme. La juste valeur des débetures convertibles et de la dette à long terme a été déterminée en fonction des flux de trésorerie futurs actualisés. La juste valeur de ces instruments se rapproche de la valeur comptable au 31 décembre 2009.

Hiérarchie de la juste valeur

La hiérarchie de la juste valeur requiert l'utilisation de données observées sur les marchés chaque fois que ces données existent. Un instrument financier est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie pour laquelle des données importantes ont été prises en compte pour mesurer la juste valeur. La trésorerie est le seul actif financier évalué à la juste valeur au 31 décembre 2009 et elle est classée au Niveau 1.

Transaction hors bilan

La Société n'a réalisé aucune transaction hors bilan au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2009.

Modifications comptables

Normes comptables récemment adoptées

Écart d'acquisition et actifs incorporels

En février 2008, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») a publié le chapitre 3064 « Écarts d'acquisition et actifs incorporels ». Ce chapitre fournit les lignes directrices sur la comptabilisation, la mesure, la présentation et la divulgation des écarts d'acquisition et actifs incorporels. Cette nouvelle norme est en vigueur pour les exercices ouverts au 1er octobre 2008. La Société a adopté ce chapitre le 1er janvier 2009. Cette nouvelle norme n'a pas d'incidence sur les résultats financiers de la Société.

Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers

Le 20 janvier 2009, le Comité des problèmes nouveaux de l'ICCA a approuvé l'abrégé No. 173, « Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers », (« CPN-173 ») selon lequel le risque de crédit propre à une entité et le risque de crédit de sa contrepartie devraient être pris en compte dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers. Le CPN-173 a été appliqué rétroactivement sans retraitement des périodes antérieures à tous les actifs financiers et passifs financiers évalués à la juste valeur dans les états financiers intermédiaires et annuels pour les périodes se terminant à compter de la date de publication de cet abrégé. La Société a adopté les dispositions du CPN-173 dans sa détermination de la juste valeur depuis le premier trimestre de 2009. Ce nouvel abrégé n'a pas d'incidence sur les résultats financiers de la Société.

Instruments financiers - informations à fournir

En juin 2009, le chapitre 3862 « Instruments financiers - informations à fournir » du Manuel de l'ICCA, a été modifié afin d'inclure des obligations d'information supplémentaires concernant les évaluations de la juste valeur d'instruments financiers et d'étoffer les obligations d'information sur le risque de liquidité.

Dans le cas des évaluations de la juste valeur comptabilisées au bilan, l'entité doit fournir notamment les nouvelles informations suivantes pour chaque catégorie d'instruments financiers :

- Le niveau de hiérarchie des évaluations à la juste valeur dans lequel les évaluations de la juste valeur sont classées dans leur intégralité, en différenciant ces évaluations selon les niveaux suivants :

- ❖ Niveau 1 : les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- ❖ Niveau 2 : les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix);
- ❖ Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables)

Dans le cas des informations sur le risque de liquidité, il est maintenant précisé qu'une entité doit fournir une analyse quantitative des échéances des passifs financiers dérivés si celle-ci est essentielle à la compréhension du calendrier des flux de trésorerie. L'exigence relative à la description de la façon dont elle gère le risque de liquidité inhérent aux éléments précédents est conservée.

RAPPORT DE GESTION

RAPPORT DE GESTION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

Modifications comptables (suite)

Normes comptables récemment adoptées (suite)

Instruments financiers - informations à fournir (suite)

Les modifications au chapitre 3862 s'appliquent aux états financiers annuels des exercices se terminant après le 30 septembre 2009. Pour le premier exercice d'application, l'entité n'est pas tenue de fournir de façon comparative les informations requises par les modifications. La Société a adopté ce chapitre le 1er janvier 2009. Ce chapitre traite seulement d'informations à fournir et cette information est présentée à la Note 18.

Normes comptables futures

Regroupements d'entreprises, états financiers consolidés et participations sans contrôle

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1582 « Regroupements d'entreprises » (« ICCA 1582 »), le chapitre 1601 « États financiers consolidés » (« ICCA 1601 ») et le chapitre 1602 « Participations sans contrôle » (« ICCA 1602 »). ICCA 1582, qui remplace le chapitre 1581 « Regroupements d'entreprises », fournit les lignes directrices sur la mesure d'un regroupement d'entreprises et sur la comptabilisation et la mesure des actifs acquis et des passifs pris en charge. ICCA 1601, qui remplace le chapitre 1600, réitère les directives canadiennes existantes sur la préparation d'états financiers consolidés à la suite d'une acquisition autre qu'une participation sans contrôle. ICCA 1602 établit les directives pour le traitement des participations sans contrôle à la suite d'acquisitions par le biais d'un regroupement d'entreprises. Ces nouvelles normes entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. L'adoption anticipée est toutefois permise à compter du début d'un exercice. La Société évalue actuellement les effets de l'adoption de ces modifications.

Transition vers les normes internationales d'information financière - (« IFRS »)

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront entièrement alignés sur les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). La Société devra présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice 2011 selon les IFRS.

La Société a établi un plan de basculement en vue de la conversion à ces nouvelles normes selon l'échéancier fixé pour ces nouvelles règles. Le projet de mise en œuvre comprend trois phases principales, soit

- ❖ l'évaluation initiale des incidences et délimitation de la portée - complété durant le T4 2009
- ❖ l'analyse des répercussions et la conception - sera complété au cours des T1 et T2 2010
- ❖ la mise en œuvre et l'examen - sera complété au cours des T3 et T4 2010

Lors de son analyse comparative préliminaire des IFRS et des PCGR du Canada, la Société a décelé des différences. Actuellement, les incidences sur la situation financière et les résultats d'exploitation futurs ne peuvent être déterminées ou estimées de façon raisonnable. ODÉSIA poursuit son examen des normes s'appliquant à elle et procédera à l'évaluation de ces incidences.

Contrôles et procédures

Contrairement à l'attestation prévue dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs (le « Règlement 52-109 »), ODÉSIA, à titre d'émetteur émergent, ne fait aucune déclaration concernant l'établissement et le maintien de contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et du contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), au sens du Règlement 52-109. Plus particulièrement, la direction ne fait aucune déclaration concernant l'établissement et le maintien de ce qui suit :

- I) les contrôles et autres procédures conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information qui doit être présentée par l'émetteur dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais présents par cette législation;
- II) le processus conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux PCGR de l'émetteur.

RAPPORT DE GESTION

RAPPORT DE GESTION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

Contrôles et procédures (suite)

La direction d'ODÉSIA a la responsabilité de s'assurer qu'il existe des processus leur permettant d'avoir les connaissances nécessaires à l'examen des états financiers et du rapport de gestion annuels et intermédiaires; pour déclarer que les documents annuels et intermédiaires ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ; et pour déclarer que les états financiers annuels et intermédiaires et les autres éléments d'information financière présentés dans les documents annuels et intermédiaires donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière d'ODÉSIA au 31 décembre 2009, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour cet exercice ou période.

Les investisseurs doivent savoir que les limites sur la capacité de la direction d'ODÉSIA de concevoir et de mettre en œuvre de façon rentable des CPCI et un CIIF, au sens du Règlement 52-109, peuvent donner lieu à d'autres risques concernant la qualité, la fiabilité, la transparence et les délais de publication des documents annuels et intermédiaires et des autres rapports déposés en vertu de la législation en valeurs mobilières.

Facteurs de risques

Les affaires de la Société sont généralement sujettes à certains risques qui sont décrits comme suit :

Dépendance envers les clients importants

Un nombre limité de clients a, dans le passé, généré une partie importante des produits d'exploitation de la Société. La concentration des produits d'exploitation de la Société auprès d'un nombre limité de clients peut faire en sorte que ses produits d'exploitation et bénéfices fluctuent de manière appréciable d'un trimestre à l'autre. La Société s'attend à ce que, dans un avenir prévisible, les produits d'exploitation attribuables à un nombre relativement limité de clients continuent de représenter un pourcentage important de ses produits d'exploitation et rien ne garantit que les clients de la Société, y compris ses clients importants, continueront d'utiliser ses solutions ou qu'ils continueront à les utiliser au même degré qu'auparavant. La perte d'un ou de plusieurs des clients importants de la Société ou une réduction importante de leur utilisation des services et solutions de la Société, y compris une perte ou une réduction causée par des facteurs hors du contrôle de la Société, pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société. En outre, des retards dans le recouvrement (ou l'impossibilité de recouvrer) des comptes à recevoir de l'un, ou plusieurs, des clients importants de la Société pourraient avoir des conséquences défavorables importantes sur ses liquidités ou son fonds de roulement.

La gestion de la croissance et le développement de marché

La Société prévoit que ses activités et l'industrie dans laquelle elle est active continueront d'évoluer rapidement. La Société prévoit augmenter de façon importante ses efforts de commercialisation, sa capacité de fournir des solutions et services à ses clients, tant au Canada qu'à l'étranger, et le nombre de personnes à son emploi. Si la Société connaît une croissance rapide, sa capacité à être rentable pourra dépendre, entre autres, de sa capacité à gérer en même temps un nombre important de ressources humaines et de projets en intelligence d'affaires. Le défaut des dirigeants de la Société de réagir avec efficacité aux changements technologiques et dans les conditions d'affaires, et de gérer ces changements, pourrait avoir des conséquences défavorables importantes sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

L'importance et les coûts de la main-d'œuvre

La Société dépendra des services de ses employés spécialisés et de son personnel de direction. La perte de l'une de ces personnes pourrait avoir une incidence défavorable importante sur l'entreprise, ses résultats d'exploitation et sa situation financière. La réussite de la Société sera largement tributaire de son habileté continue à identifier, embaucher, former, motiver et conserver des employés de direction, employés spécialisés et du personnel de vente et de commercialisation hautement compétent. La concurrence à l'égard de ses employés peut être intense et la Société ne peut assurer qu'elle sera en mesure d'attirer du personnel spécialisé ou de direction hautement compétent à l'avenir. Son incapacité à attirer et à conserver le personnel de direction et technique, les employés des ventes et de commercialisation nécessaire pourrait avoir une incidence défavorable sur sa croissance et sa rentabilité future. La Société pourrait être obligée d'augmenter la rémunération versée aux employés actuels ou aux nouveaux employés de façon telle que ses dépenses d'exploitation pourraient être substantiellement augmentées.

La concurrence et l'évolution technologique

Le marché canadien et nord-américain des spécialistes de l'intelligence d'affaires est l'affaire d'entreprises de modeste taille. Généralement, ces entreprises se spécialisent dans un champ d'activités très pointu et très peu d'entre elles offrent des services complets dans ce domaine. Dans le but de demeurer à la fine pointe de la technologie, la Société devra développer une gamme complète de solutions. Que ce soit une concurrence livrée par de nouveaux arrivants offrant des solutions d'intelligence d'affaires, ou d'entreprises déjà établies, la concurrence au sein de l'industrie d'intelligence d'affaires d'entreprises offrant des solutions semblables à celles qu'offrirait la Société devrait augmenter au cours des prochaines années. Certains concurrents de la Société pourraient avoir des ressources financières, techniques et de commercialisation qui pourraient être significativement supérieures à celles de la Société. Des progrès technologiques et le développement de certains produits ou solutions par des concurrents de la Société pourraient avoir pour effet de rendre désuets les produits ou solutions de la Société ou d'en réduire leur utilité pour les clients.

RAPPORT DE GESTION

RAPPORT DE GESTION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

Facteurs de risques (suite)

Incertitude reliée au marché des technologies de l'information

Le marché à l'égard des services que la Société offrira est tributaire des conditions économiques qui touchent le marché des technologies de l'information, plus particulièrement les services offerts en matière d'intelligence d'affaires. Des replis de l'économie pourraient faire en sorte que les clients annulent ou retardent des commandes à l'égard de ces services. Dans ce contexte, les clients pourraient connaître des difficultés financières, ne pas s'offrir ces services ou reporter les budgets pour la mise en place des solutions offertes par la Société ou cesser de faire affaires. À son tour, cette situation pourrait entraîner des cycles de vente plus longs, des retards ou des défauts de paiement ou de perception ainsi que des pressions sur les prix ce qui ferait en sorte que la Société réaliserait des revenus et des marges inférieurs.

Taux de change

Les résultats de la Société peuvent être affectés par les fluctuations du taux de change entre les devises étrangères et le dollar canadien. En effet, l'une des stratégies de la Société est de développer le volet international et ainsi ses revenus et ses dépenses peuvent être libellés en devises canadiennes et étrangères, principalement américaine, européenne et mexicaine, dans des proportions différentes. Ceci peut avoir une incidence défavorable ou favorable selon les fluctuations des taux de change sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

Vous trouverez davantage de renseignements concernant la Société en consultant le site de Sedar (www.sedar.com).

Montréal, le 27 avril 2010



Nicolas Bonnafous, président et chef de la direction



Simon Lepage, chef des opérations financières

Les états financiers de Groupe ODÉSIA inc. et toute l'information contenue dans le présent rapport annuel sont la responsabilité de la direction. Les états financiers consolidés ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Les états financiers renferment certains montants fondés sur l'utilisation d'estimations et de jugements. La direction a établi ces montants de manière raisonnable afin d'assurer que les états financiers soient présentés fidèlement à tous les égards importants. L'information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel est concordante avec les états financiers consolidés. La Société maintient des systèmes de contrôles internes comptables et administratifs de haute qualité. Ces systèmes ont pour objet de fournir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte et que l'actif de la Société est correctement comptabilisé et bien protégé.

Le conseil d'administration est chargé de s'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers consolidés. Le conseil s'acquitte de cette responsabilité principalement par l'entremise de son comité de vérification.

Le comité de vérification est nommé par le conseil d'administration et est majoritairement composé d'administrateurs externes. Le comité rencontre périodiquement la direction ainsi que les vérificateurs afin de discuter des contrôles internes exercés sur le processus de présentation de l'information financière et des questions de vérification, et afin d'examiner les états financiers consolidés et le rapport des vérificateurs externes. Le comité fait part de ses constatations lorsque le conseil d'administration approuve la publication des états financiers consolidés à l'intention des actionnaires.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L., une firme indépendante de comptables agréés, a reçu le mandat de vérifier les états financiers consolidés de la Société et de fournir une opinion à leur égard.

Le conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés de la Société sur les recommandations du comité de vérification.



Nicolas Bonnafous
Président et chef de la direction



Simon Lepage
Chef des opérations financières

14 avril 2010



Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de
Groupe ODÉSIA Inc.

Raymond Chabot Grant Thornton
S.E.N.C.R.L.
Bureau 2000
Tour de la Banque Nationale
600, rue De La Gauchetière Ouest
Montréal (Québec) H3B 4L8

Téléphone : 514 878-2691
Télécopieur : 514 878-2127
www.rcgt.com

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Groupe ODÉSIA Inc. aux 31 décembre 2009 et 2008 et les états consolidés des résultats et du résultat étendu, du déficit et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société aux 31 décembre 2009 et 2008 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

*Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.*¹

Montréal, le 14 avril 2010

¹ Comptable agréé auditeur permis n° 20154

GROUPE ODESIA INC.

RÉSULTATS ET RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre	2009 \$	2008 \$
Chiffre d'affaires	14 162 719	17 134 764
Coût des services fournis, frais d'exploitation et d'administration	14 103 226	18 013 312
Bénéfice (perte) avant amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels, frais financiers et effet de change, et impôts sur les bénéfices	59 493	(878 548)
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels	82 014	765 082
Frais financiers et effet de change (note 5)	470 901	652 602
Radiation d'actifs incorporels (note 10)	-	1 409 214
Perte avant impôts sur les bénéfices	(493 422)	(3 705 446)
Impôts sur les bénéfices (note 6)		
Exigibles (recouvrés)	8 066	(2 558)
Futurs (recouvrés)	(30 267)	(695 653)
	(22 201)	(698 211)
Perte nette et résultat étendu	(471 221)	(3 007 235)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base et dilué (note 7)	29 620 286	28 651 793
Perte nette par action de base et diluée (note 7)	(0,016)	(0,105)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés et les notes 4 et 5 fournissent d'autres informations sur les résultats consolidés.

GROUPE ODESIA INC.

DÉFICIT CONSOLIDÉ

Pour les exercices terminés les 31 décembre	2009 \$	2008 \$
Déficit au début	(3 471 926)	(464 691)
Perte nette	(471 221)	(3 007 235)
Déficit à la fin	(3 943 147)	(3 471 926)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

GROUPE ODESIA INC.

BILANS CONSOLIDÉS

Aux 31 décembre	2009 \$	2008 \$
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse	294 455	370 256
Débiteurs (note 8)	3 283 024	3 640 915
Contrats en cours	55 791	257 301
Frais payés d'avance	88 296	83 062
Crédit d'impôt à la recherche	-	300 794
Impôts futurs (note 6)	3 935	138 080
	3 725 501	4 790 408
Immobilisations corporelles (note 9)	64 969	134 610
Autres actifs	72 565	70 427
Actifs incorporels (note 10)	15 000	20 165
Écarts d'acquisition	983 437	983 437
Impôts futurs (note 6)	308 217	334 372
	5 169 689	6 333 419
PASSIF		
Passif à court terme		
Emprunts bancaires (note 11)	1 471 757	1 563 664
Comptes fournisseurs et charges à payer	2 518 908	2 876 461
Revenus perçus par anticipation	109 210	88 094
Impôts sur les bénéfices à payer	31 563	--
Versements sur les débetures convertibles (note 12)	75 000	22 500
Versements sur la dette à long terme (note 13)	147 771	310 699
Impôts futurs (note 6)	--	190 567
	4 354 209	5 051 985
Débetures convertibles (note 12)	465 587	479 567
Dette à long terme (note 13)	158 888	149 724
	4 978 684	5 681 276
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions et bons de souscription (note 14)	3 499 743	3 499 743
Portion capitaux propres des débetures convertibles (note 12)	206 532	206 532
Surplus d'apport (note 15)	427 877	417 794
Déficit	(3 943 147)	(3 471 926)
	191 005	652 143
	5 169 689	6 333 419

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés

Pour le conseil,



Nicolas Bonnafous, administrateur



Michael Perreault, administrateur

GROUPE ODESIA INC.

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre	2009 \$	2008 \$
Activités d'exploitation		
Perte nette	(471 221)	(3 007 235)
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	76 849	127 929
Amortissement des actifs incorporels	5 165	637 153
Radiation d'actifs incorporels	--	1 409 214
Amortissement des frais d'émission des débetures convertibles	12 924	5 807
Frais d'intérêts implicites (note 5)	77 398	70 679
Rémunération à base d'actions (note 15)	10 083	40 268
Impôts futurs	(30 267)	(695 653)
Gain de change non réalisé sur les crédits d'impôt à la recherche	--	(45 827)
Variation des éléments du fonds de roulement (note 16)	550 087	960 299
	231 018	(497 366)
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(7 208)	(43 451)
Autres actifs	(2 138)	1 231
Acquisition d'entreprises (note 17)	--	(29 361)
	(9 346)	(71 581)
Activités de financement		
Emprunts bancaires	(91 907)	(258 424)
Remboursement des débetures convertibles	(22 500)	--
Remboursement de la dette à long terme	(183 066)	(388 755)
Émission de débetures convertibles	--	750 000
Frais d'émission de débetures convertibles	--	(64 655)
Émission d'actions et de bons de souscription	--	700 000
Frais d'émission d'actions et de bons de souscription	--	(60 345)
	(297 473)	677 821
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse	(75 801)	108 874
Encaisse au début de la période	370 256	261 382
Encaisse à la fin de la période	294 455	370 256

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

01 Statuts, nature des activités et continuité de l'exploitation

La Société, constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral, offre des solutions en intelligence d'affaires et en entrepôts de données aux grandes et moyennes entreprises. La Société s'est donné pour mission de soutenir sa clientèle dans sa démarche de conception et d'implantation d'une infrastructure décisionnelle contribuant à la vision stratégique de l'entreprise.

Les états financiers ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et l'hypothèse de la continuité de l'exploitation, laquelle prévoit que la Société sera en mesure de réaliser ses actifs et d'acquitter ses dettes dans le cours normal de ses activités.

Compte tenu de la perte d'exploitation survenue au cours des trois derniers exercices et d'un fonds de roulement négatif qui a causé le manquement aux exigences de l'institution financière relatives aux emprunts bancaires au montant de 1 471 757\$, un doute important existe concernant la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. La capacité de la Société de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses passifs est tributaire de la collaboration soutenue de ses prêteurs et actionnaires. Les dirigeants de la Société considèrent présentement une entente de financement additionnel et une entente de refinancement mais rien ne garantit que la Société soit en mesure de mettre en place du financement additionnel à des conditions satisfaisantes. La Société a également adopté un plan de rationalisation des dépenses afin d'améliorer sa situation.

Les états financiers n'ont pas subi les ajustements qu'il serait nécessaire d'apporter aux valeurs comptables des actifs, des passifs, des produits et des charges présentés et au classement utilisé dans le bilan si l'hypothèse de la continuité de l'exploitation ne convenait pas.

02 Modifications comptables

Normes comptables récemment adoptées

Écart d'acquisition et actifs incorporels

En février 2008, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») a publié le chapitre 3064 « Écarts d'acquisition et actifs incorporels ». Ce chapitre fournit les lignes directrices sur la comptabilisation, la mesure, la présentation et la divulgation des écarts d'acquisition et actifs incorporels. Cette nouvelle norme est en vigueur pour les exercices ouverts depuis le 1er octobre 2008. La Société a adopté ce chapitre le 1er janvier 2009. Cette nouvelle norme n'a pas d'incidence sur les résultats financiers de la Société.

Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers

Le 20 janvier 2009, le Comité des problèmes nouveaux de l'ICCA a approuvé l'abrégié No. 173, « Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers », (« CPN-173 ») selon lequel le risque de crédit propre à une entité et le risque de crédit de sa contrepartie devraient être pris en compte dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers. Le CPN-173 a été appliqué rétroactivement sans retraitement des périodes antérieures à tous les actifs financiers et passifs financiers évalués à la juste valeur dans les états financiers intermédiaires et annuels pour les périodes se terminant à compter de la date de publication de cet abrégé. La Société a adopté les dispositions du CPN-173 dans sa détermination de la juste valeur depuis le premier trimestre de 2009. Ce nouvel abrégé n'a pas d'incidence sur les résultats financiers de la Société.

02 Modifications comptables (suite)

Normes comptables récemment adoptées (suite)

Instruments financiers - informations à fournir

En juin 2009, le chapitre 3862 « Instruments financiers - informations à fournir » du Manuel de l'ICCA, a été modifié afin d'inclure des obligations d'information supplémentaires concernant les évaluations de la juste valeur d'instruments financiers et d'étoffer les obligations d'information sur le risque de liquidité.

Dans le cas des évaluations de la juste valeur comptabilisées au bilan, l'entité doit fournir notamment les nouvelles informations suivantes pour chaque catégorie d'instruments financiers :

- Le niveau de hiérarchie des évaluations à la juste valeur dans lequel les évaluations de la juste valeur sont classées dans leur intégralité, en différenciant ces évaluations selon les niveaux suivants :

- Niveau 1 : les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2 : les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix);
- Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables)

Dans le cas des informations sur le risque de liquidité, il est maintenant précisé qu'une entité doit fournir une analyse quantitative des échéances des passifs financiers dérivés si celle-ci est essentielle à la compréhension du calendrier des flux de trésorerie. L'exigence relative à la description de la façon dont elle gère le risque de liquidité inhérent aux éléments précédents est conservée.

Les modifications au chapitre 3862 s'appliquent aux états financiers annuels des exercices se terminant après le 30 septembre 2009. Pour le premier exercice d'application, l'entité n'est pas tenue de fournir de façon comparative les informations requises par les modifications. La Société a adopté ce chapitre le 1er janvier 2009. Ce chapitre traite seulement d'informations à fournir et cette information est présentée à la Note 18.

Normes comptables futures

Regroupements d'entreprises, états financiers consolidés et participations sans contrôle

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1582 « Regroupements d'entreprises » (« ICCA 1582 »), le chapitre 1601 « États financiers consolidés » (« ICCA 1601 ») et le chapitre 1602 « Participations sans contrôle » (« ICCA 1602 »). ICCA 1582, qui remplace le chapitre 1581 « Regroupements d'entreprises », fournit les lignes directrices sur la mesure d'un regroupement d'entreprises et sur la comptabilisation et la mesure des actifs acquis et des passifs pris en charge. ICCA 1601, qui remplace le chapitre 1600, réitère les directives canadiennes existantes sur la préparation d'états financiers consolidés à la suite d'une acquisition autre qu'une participation sans contrôle. ICCA 1602 établit les directives pour le traitement des participations sans contrôle à la suite d'acquisitions par le biais d'un regroupement d'entreprises. Ces nouvelles normes entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. L'adoption anticipée est toutefois permise à compter du début d'un exercice. La Société évalue actuellement les effets de l'adoption de ces modifications.

03 Conventions comptables

Base de présentation

Les états financiers sont préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur. Aucune information sur la juste valeur n'est présentée lorsque la valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur.

Estimations comptables

Pour dresser des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction de la Société doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Les principales estimations comptables portent sur la provision pour créances irrécouvrables, les crédits d'impôts, les impôts futurs, les actifs incorporels, l'écart d'acquisition et la rémunération à base d'actions.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, de ses filiales en propriété exclusive, Odésia Solutions Inc., Resource IT de Mexico S.C., Resource IT Software de Mexico de S.A. de C.V. et Global Business Integration de Mexico S.A. de C.V., et de sa filiale détenue à 70 %, Odésia Europe SAS. Toutes les transactions et soldes inter-sociétés ont été éliminés.

Conversion de devises

Les éléments monétaires d'actif et de passif libellés en devises des sociétés canadiennes et des établissements étrangers intégrés sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan, tandis que les autres éléments d'actif et de passif sont convertis au taux en vigueur à la date de l'opération. Les revenus et les dépenses libellés en devises sont convertis au taux moyen en vigueur durant l'exercice, à l'exception des revenus et des dépenses liés aux éléments non monétaires d'actif et de passif qui sont convertis au taux d'origine. L'effet de change sur les actifs et les passifs financiers est comptabilisé à l'état des résultats.

Actifs et passifs financiers

Les actifs et les passifs financiers sont d'abord comptabilisés à la juste valeur et sont subséquemment comptabilisés selon leur classification, tel que décrit ci-après. Le classement dépend de l'intention pour laquelle les instruments financiers ont été acquis et de leurs caractéristiques.

Actifs détenus à des fins de transaction

Les actifs financiers qui sont achetés ou acquis dans le but principal de dégager des profits à court terme sont classés dans la catégorie des actifs détenus à des fins de transaction. De plus, tout autre actif financier peut être désigné par la Société lors de la comptabilisation initiale comme des actifs détenus à des fins de transaction. Ces instruments sont calculés à la juste valeur avec des modifications relativement à la juste valeur qui sont comptabilisées en résultat net dans l'exercice au cours duquel il se produit. L'encaisse est classée comme actif détenu à des fins de transaction.

03 Conventions comptables (suite)

Actifs et passifs financiers (suite)

Actifs disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente sont des actifs financiers non-dérivés qui sont désignés dans cette catégorie ou ne sont pas classés dans aucune autre catégorie. Les actifs financiers classés dans la catégorie des actifs disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur et les variations de la juste valeur sont inscrites dans les autres éléments du résultat étendu, sauf les placements dans les instruments de capitaux propres pour lesquels il n'existe pas de prix coté sur un marché actif et qui devraient être constatés au coût. L'intérêt sur les actifs disponibles à la vente est calculé au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif et est comptabilisé en résultat net. Lorsque la juste valeur est réputée être autre que temporaire, la perte cumulative enregistrée dans le cumul des autres éléments du résultat étendu est supprimée et comptabilisée en résultat net. Les gains et les pertes réalisés relativement à la disposition des titres disponibles à la vente sont comptabilisés en résultat net. Aucun actif financier n'est classé comme actif disponible à la vente.

Actifs détenus jusqu'à l'échéance

Les titres qui ont une date d'échéance fixe et pour lesquels la Société a l'intention bien arrêtée et la capacité de conserver jusqu'à l'échéance sont classés comme des actifs détenus jusqu'à l'échéance et comptabilisés au coût après amortissement au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Aucun actif financier n'est classé comme actif détenu jusqu'à l'échéance.

Prêts et créances

Les prêts et les créances sont des actifs financiers non-dérivés provenant de la remise de la trésorerie ou d'autres actifs en retour d'une promesse de remboursement à une date déterminée, ou à vue, normalement avec des intérêts. Les prêts et les créances sont calculés au coût après amortissement au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les comptes débiteurs sont classés comme prêts et créances.

Passifs détenus à des fins de transaction

Les passifs financiers classés comme passifs détenus à des fins de transaction comprennent les passifs dérivés qui ne sont pas comptabilisés comme des instruments de couverture, les obligations de remettre des actifs financiers empruntés par un vendeur à découvert et les passifs financiers qui s'intègrent dans un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble dans le but d'engendrer des profits à court terme. De plus, tout autre passif financier peut être désigné par la Société lors de la comptabilisation initiale comme des passifs détenus à des fins de transaction. Ces instruments sont calculés à la juste valeur avec des modifications relativement à la juste valeur qui sont comptabilisées en résultat net durant la période. Aucun passif n'est classé comme passif détenu à des fins de transaction.

Autres éléments de passif

Les autres éléments de passif sont comptabilisés au coût après amortissement au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les emprunts bancaires, les comptes créditeurs, les débentures convertibles et la dette à long terme sont classés comme autres éléments de passif.

Dérivés incorporés

Les dérivés peuvent être incorporés à d'autres instruments financiers et non-financiers (instruments hôtes). Avant l'adoption des nouvelles normes, les dérivés incorporés n'étaient pas comptabilisés séparément des instruments hôtes, sauf dans des circonstances particulières. Selon les nouvelles normes, les dérivés incorporés sont traités comme des dérivés distincts, lorsque leurs caractéristiques économiques et leurs risques ne sont pas étroitement liés à ceux des instruments hôtes, que les termes du dérivé incorporé sont les mêmes que ceux d'un dérivé autonome, et que le contrat combiné n'est pas un actif ou un passif détenu à des fins de transaction ou désigné à la juste valeur. Ces dérivés incorporés sont évalués à la juste valeur et toute variation subséquente est comptabilisée dans l'état des résultats. La Société n'a aucun dérivé incorporé.

03 Conventions comptables (suite)

Actifs et passifs financiers (suite)

Résultat étendu

Le résultat étendu est composé du résultat net de la Société et des autres éléments du résultat étendu. Les autres éléments du résultat étendu comprennent les gains et les pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente, les variations de la juste valeur marchande des instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie et les rajustements pour la conversion des devises étrangères relativement aux établissements étrangers autonomes, déduction faite, dans chaque cas, des impôts. La Société ne possède aucun élément qui doit être présenté dans le résultat étendu.

Frais de transaction

Les frais de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'actifs et de passifs financiers (autres que ceux classés comme disponibles à la vente) sont ajoutés ou soustraits de la juste valeur des actifs ou des passifs financiers, selon ce qui convient, lors de la comptabilisation initiale.

Constatation des produits

Les produits sont constatés lorsqu'il existe un accord entre les parties, que le montant de la transaction est déterminé ou déterminable, que la livraison a eu lieu, que les services ont été fournis et que le recouvrement de la créance est raisonnablement assuré.

En plus des principes généraux mentionnés ci-dessus, la Société applique les principes spécifiques suivants :

Produits de la vente de logiciels

Les produits de la vente de logiciels ne représentent qu'une petite portion du chiffre d'affaires total de la Société et sont comptabilisés lorsque le client prend possession du logiciel. La Société agit à titre de revendeur, au nom de la tierce partie, de logiciels prêts pour l'utilisation. La Société n'a aucun accord de prestations multiples.

Produits de contrats de maintenance

Les produits provenant des contrats de maintenance ne représentent qu'une petite portion du chiffre d'affaires total de la Société et sont constatés linéairement sur la durée des contrats de 12 mois.

Produits de commissions

Les produits provenant des commissions ne représentent qu'une petite portion du chiffre d'affaires total de la Société et sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Produits de consultation informatique

Les produits provenant de la consultation informatique sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux. Selon cette méthode, les produits, incluant les profits, sont constatés proportionnellement au degré d'avancement des travaux. La Société utilise la méthode des efforts fournis selon laquelle le degré d'avancement est calculé en fonction des heures engagées à la date des états financiers par rapport au total estimatif des heures. Les contrats en cours sont évalués en tenant compte des heures travaillées à facturer et des débours effectués pour des clients. Les pertes sont comptabilisées dès qu'il est possible de les déterminer.

Produits d'intérêts

Les produits d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice et sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

03 Conventions comptables (suite)

Crédit d'impôt remboursable

La filiale Odésia Solutions Inc. est admissible à un crédit d'impôt provincial relié au développement des technologies de l'information établi sur la base des salaires admissibles.

Les crédits d'impôt sont comptabilisés lorsque la Société a une certitude raisonnable que ceux-ci seront réalisés. Le crédit d'impôt enregistré par la Société doit faire l'objet de révisions et d'approbations par les autorités fiscales, et il est possible que le montant accordé diffère du montant comptabilisé.

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés. Cependant, les frais de développement sont reportés lorsqu'ils respectent les critères généralement reconnus jusqu'à concurrence du montant dont la récupération peut raisonnablement être considérée comme certaine. Ils sont alors amortis sur des périodes correspondantes à leur durée de vie utile lorsque leur commercialisation débute ; cette période est estimée à cinq ans.

Impôts sur les bénéfices

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. Ils sont mesurés en appliquant, à la date des états financiers, les taux d'imposition et les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels les écarts temporaires sont censés se résorber. La Société constate les actifs d'impôts futurs seulement s'il est plus probable qu'improbable que certains ou que la totalité des actifs d'impôts futurs seront réalisés.

Rémunération à base d'actions

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions, décrit à la Note 15, pour lequel elle applique la méthode de la juste valeur pour comptabiliser les attributions d'options d'achat d'actions aux salariés et aux non-salariés. Aucune option d'achat d'actions n'a encore été émise à des non-salariés. La juste valeur des options d'achat d'actions attribuées aux salariés est établie à la date de l'attribution à l'aide d'un modèle d'évaluation d'options, et la charge de rémunération est constatée sur la période d'acquisition des options. Toute contrepartie payée par les dirigeants, les salariés ou les non-salariés au moment de l'exercice des options ainsi que le surplus d'apport relié à ces options sont portés au compte de capital-actions.

Perte nette par action de base et diluée

Les montants par action ont été calculés selon le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour tous les exercices présentés. Le résultat par action dilué est calculé en ajustant les actions en circulation pour tenir compte de l'effet dilutif des options d'achat d'actions, des bons de souscription et des débentures convertibles. La société utilise la méthode du rachat d'actions pour déterminer l'effet dilutif des bons de souscription et des options d'achat d'actions. La méthode de la conversion hypothétique est utilisée pour déterminer l'effet dilutif des débentures convertibles. Pour tous les exercices présentés, l'effet des options d'achat d'actions, des bons de souscription et des débentures convertibles n'est pas pris en compte, car il serait anti-dilutif. En conséquence, il n'y a pas de différence entre la perte nette par action de base et la perte nette par action diluée.

03 Conventions comptables (suite)

Amortissement

Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels sont comptabilisés à leur coût moins les crédits d'impôts applicables, l'amortissement cumulé et la radiation. Ils sont amortis en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode linéaire sur les périodes suivantes :

	Périodes
Matériel informatique	3 ans
Logiciels	2 ans
Mobilier	5 ans
Améliorations locatives	71 mois
Contrats et relations clients	3 ans
Convention de non-concurrence	3 ans
Liste de clients	3 ans

Dépréciation d'actifs à long terme

La valeur comptable des immobilisations corporelles et des actifs incorporels est soumise à un test de recevabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. La valeur comptable de ces actifs n'est pas recouvrable si elle excède le total des flux de trésorerie non actualisés qui résulteront vraisemblablement de l'utilisation et de la sortie éventuelle d'un actif. Les actifs incorporels qui sont considérés avoir une durée de vie indéfinie sont soumis annuellement à un test de dépréciation. La valeur comptable de ces actifs n'est pas considérée recouvrable quand elle excède la somme des flux de trésorerie actualisés, estimés de leur utilisation et de leur éventuelle disposition. Dans de tels cas, une perte de valeur doit être constatée, et celle-ci correspond à l'excédent de la valeur comptable d'un actif à long terme sur sa juste valeur.

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition représente l'excédent du coût d'acquisition sur le montant net des valeurs attribuées aux éléments d'actifs corporels et incorporels identifiables de l'entité acquise à la date d'acquisition. L'écart d'acquisition n'est pas amorti. Il est soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment s'il survient des événements ou des situations qui indiquent une dépréciation possible. Toute dépréciation possible de l'écart d'acquisition est détectée en comparant la valeur comptable de l'unité d'exploitation à sa juste valeur. Si une dépréciation possible est identifiée, celle-ci est quantifiée en comparant la valeur comptable de l'écart d'acquisition à sa juste valeur. La juste valeur de l'unité d'exploitation est calculée en fonction des flux de trésorerie actualisés. En se basant sur le test de dépréciation effectué le 31 décembre 2009, la direction estime qu'aucune charge de dépréciation au titre de l'écart d'acquisition n'est nécessaire.

Débetures convertibles

Les composantes des débetures convertibles ont été présentées séparément à titre de passif et de capitaux propres sur le bilan consolidé. La valeur de la composante passif des débetures convertibles a été établie, au moment de son émission, en actualisant les obligations futures en matière d'intérêts et de capital semi-annuel et le capital dû à l'échéance à un taux d'actualisation qui représente le taux d'intérêt créditeur estimatif accessible par la Société pour des débetures similaires sans droit de conversion. La partie résiduelle du produit brut tiré de l'émission de ces débetures convertibles est présentée dans le cadre des capitaux propres des actionnaires dans le bilan consolidé. La composante capitaux propres représente la juste valeur du droit de conversion accordé au porteur, lequel demeure un montant fixe pendant toute la durée des débetures convertibles connexes. Les frais d'émission des débetures convertibles sont imputés aux deux composantes en fonction de la juste valeur proportionnelle.

La composante passif présentée sur le bilan augmente au cours de la durée des débetures et jusqu'à la valeur nominale totale des débetures en circulation lors de l'échéance. La différence, accroissement sur les débetures convertibles, est indiquée comme des dépenses d'intérêts débiteurs implicites. Par conséquent, les intérêts débiteurs reflètent le taux effectif de la composante passif des débetures convertibles.

Lorsque les porteurs font la conversion des débetures convertibles en actions ordinaires, les composantes passif et capitaux propres sont transférées en actions ordinaires.

Capital-actions

Les produits des émissions d'unités sont répartis entre les actions ordinaires et les bons de souscription selon leurs justes valeurs respectives.

04 Informations sur les résultats consolidés

	2009 \$	2008 \$
Crédit d'impôt remboursable pour le développement des technologies de l'information, présenté en diminution du coût des services fournis frais d'exploitation et d'administration	(546 938)	(486 500)
Amortissement des immobilisations corporelles	76 849	127 929
Amortissement des actifs incorporels	5 165	637 153
Indemnités de cessation d'emploi	--	48 681
Rémunération à base d'actions	10 083	40 268
Régime d'unités différées en actions	(59 337)	63 416
Aide gouvernementale en réduction du coût des services fournis, frais d'exploitation et d'administration	(54 365)	--

05 Frais financiers et effet de change

	2009 \$	2008 \$
<i>Autres charges financières</i>		
Intérêt sur l'emprunt bancaire	295 451	243 304
Intérêts sur les débetures convertibles	70 360	33 683
Intérêts sur la dette à long terme	40 544	91 250
Frais d'intérêts implicites	77 398	70 679
	483 753	438 916
Revenu d'intérêts sur les investissements détenus à des fins de transactions	--	(7 897)
Perte (gain) sur taux de change	(10 580)	150 745
Autres	(2 272)	70 838
	470 901	652 602

06 Impôts sur les bénéfices

	2009 \$	2008 \$
Perte avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	(493 422)	(3 705 446)
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices selon le taux d'imposition combiné fédéral et provincial au Canada de 30,90% (30,90 % au 31 décembre 2008)	(152 467)	(1 144 983)
Augmentation (diminution) des impôts sur les bénéfices résultant des éléments suivants:		
Écart entre le taux d'imposition utilisé pour les impôts futurs et le taux d'imposition statutaire	(7 323)	65 831
Avantage fiscal découlant de pertes non comptabilisées	223 985	23 684
Éléments non déductibles et autres	(86 396)	357 257
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices au taux d'imposition effectif combiné de 4,50% (18,84 % au 31 décembre 2008)	(22 201)	(698 211)

06 Impôts sur les bénéfices (suite)

Les impôts futurs résultants d'écarts temporaires sont présentés ci-dessous:

	2009 \$	2008 \$
<u>Actifs d'impôts futurs à court terme</u>		
Écarts temporaires sur la provision pour créances douteuses et frais courus	3 935	138 080
<u>Actifs d'impôts futurs à long terme</u>		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels	263 158	278 663
Frais de recherche et de financement	13 588	48 100
Pertes fiscales inutilisées	31 471	7 609
	<u>308 217</u>	<u>334 372</u>
<u>Passifs d'impôts futurs à court terme</u>		
Crédit d'impôt remboursable pour les activités d'affaires électroniques	155 480	179 458
Écarts temporaires sur les débiteurs de Resource IT	67 187	213 398
Réserves non déductibles	(40 425)	--
Pertes fiscales inutilisées	(182 242)	(202 289)
	<u>--</u>	<u>190 567</u>

Au 31 décembre 2009, la société dispose, aux fins des impôts sur les bénéfices, d'un report prospectif de pertes autres qu'en capital d'approximativement 1 437 992\$ (709 057\$ au 31 décembre 2008) non comptabilisé aux livres. Ces pertes autres qu'en capital pourront être reportées en avant et prennent fin comme suit :

France	\$
Indéfinie	577 345
Mexico	\$
2018	88 982
2019	771 665

07 Perte nette par action

Les titres potentiellement dilutifs (Débentures convertibles - Note 12, Bons de souscription - Note 14, Options d'achat d'actions - Note 15) dont le prix d'exercice était supérieur à la valeur à la cote des actions ordinaires, ou encore en raison de leur effet anti-dilutif, n'ont pas été inclus dans le calcul de la perte diluée par action.

08 Débiteurs

	2009 \$	2008 \$
Comptes clients (a)	2 740 447	3 035 722
Crédit d'impôt	520 000	569 772
Autres	22 577	35 421
	<u>3 283 024</u>	<u>3 640 915</u>

(a) Au 31 décembre 2009, les comptes clients incluent une provision pour créances douteuses au montant de 119 590\$ (190 882\$ en 2008). Au 31 décembre 2009, un client représente 20 % des comptes clients (deux clients représentaient respectivement 13 % et 11 % des comptes clients en 2008). Aucun client ne représente plus de 10% du chiffre d'affaires de la Société en 2009 et 2008.

La filiale Odésia Europe SAS a signé en juin 2007 un contrat d'affacturage avec une institution financière. Ce contrat prévoit la cession de certaines créances en faveur de l'institution financière contre paiement. La vente de créances est comptabilisée lorsque la société cède le contrôle sur l'actif et que la contrepartie autre que le droit du bénéficiaire est reçue en échange. Le taux de financement de ce contrat comprend un taux d'intérêt et une commission d'affacturage. Le taux d'intérêt est égal au taux EURIBOR 3 mois majoré de 1,4 % (2,10% au 31 décembre 2009 et 4,328 % au 31 décembre 2008). La commission d'affacturage est calculée en fonction des créances cédées au taux de 0,451%. Au 31 décembre 2009, des créances d'environ 720 000€ (1 080 000\$) faisaient l'objet d'affacturage (1 452 000€ (2 475 000\$) au 31 décembre 2008) desquelles environ 389 000€ (584 000\$) sont inclus dans les créances de la Société (490 000€ (836 000\$) au 31 décembre 2008).

Lorsque la société vend des créances à l'occasion d'affacturage, elle ne conserve pas la responsabilité de la gestion et du recouvrement des créances.

09 Immobilisations corporelles

2009			
	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Coût non amorti \$
Matériel informatique	214 637	199 236	15 401
Logiciels	166 373	164 037	2 336
Mobilier	108 390	65 205	43 185
Améliorations locatives	20 743	16 696	4 047
	510 143	445 174	64 969
2008			
	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Coût non amorti \$
Matériel informatique	219 328	171 800	47 528
Logiciels	166 373	141 112	25 261
Mobilier	111 218	55 584	55 634
Améliorations locatives	19 388	13 201	6 187
	516 307	381 697	134 610

10 Actifs incorporels

2009				
	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Radiation \$	Coût non amorti \$
Technologie (durée de vie indéfinie)	15 000	--	--	15 000
Liste de clients	62 000	62 000	--	--
	77 000	62 000	--	15 000
2008				
	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Radiation \$	Coût non amorti \$
Contrats et relations clients (a)	1 882 060	661 957	1 220 103	--
Technologie (durée de vie indéfinie)	15 000	--	--	15 000
Convention de non-concurrence (a)	296 000	106 889	189 111	--
Liste de clients	62 000	56 835	--	5 165
	2 255 060	825 681	1 409 214	20 165

(a) L'achèvement et le non-renouvellement de certains contrats a causé, en 2008, la radiation du solde non-amorti des contrats et relations clients ainsi que de la convention de non-concurrence.

11 Emprunts bancaires

	2009 \$	2008 \$
Crédit bancaire	1 471 757	1 563 664

Le montant maximum autorisé du crédit bancaire d'Odésia Solutions Inc. est de 1 250 000 \$ (1 250 000 \$ en 2008) dont 914 970 \$ était utilisé au 31 décembre 2009 (1 073 715 \$ au 31 décembre 2008). Le crédit bancaire est garanti par une hypothèque sur l'universalité des créances actuelles et à venir de la filiale Odésia Solutions Inc (1 377 363 au 31 décembre 2009 et 1 483 309 au 31 décembre 2008) et par une hypothèque mobilière au montant de 550 000 \$ sur deux polices d'assurance-vie des dirigeants. Le crédit bancaire porte intérêt au taux préférentiel plus 2,5 % (4,75% au 31 décembre 2009 et 6% au 31 décembre 2008). En vertu de la convention de crédit, la Société doit respecter certains ratios financiers; cette condition n'était pas remplie au 31 décembre 2009.

La filiale Resource IT de Mexico S.C. dispose de deux crédits bancaires totalisant un montant maximum autorisé de 7 000 000 pesos mexicains (environ 560 840 \$ au 31 décembre 2009). Le premier crédit bancaire de 2 000 000 pesos mexicains porte intérêt au taux interbancaire d'équilibre du Mexique majoré du double (9,83% au 31 décembre 2009 et 17,38% au 31 décembre 2008). Ce crédit bancaire est garanti par une hypothèque de premier rang sur les débiteurs de la filiale (3 716 162 pesos mexicains (297 739 \$) au 31 décembre 2009 et 4 367 003 pesos mexicains (386 611 \$) au 31 décembre 2008). Le deuxième crédit bancaire de 5 000 000 pesos mexicains porte intérêt au taux interbancaire d'équilibre du Mexique majoré de 5% (9,915% au 31 décembre 2009 et 13,689% au 31 décembre 2008). Au 31 décembre 2009, 6 949 406 pesos mexicains (556 786 \$) des crédits bancaires disponibles était utilisé (5 534 275 pesos mexicains (489 949 \$) au 31 décembre 2008). En vertu de la convention de crédit, la Société doit respecter certains ratios financiers; cette condition n'était pas remplie au 31 décembre 2009.

12 Débentures convertibles

	2009 \$	2008 \$
Débentures convertibles	479 567	478 814
Frais d'intérêts implicites et frais d'émission	61 020	23 253
	540 587	502 067
Versements exigibles à court terme	(75 000)	(22 500)
	465 587	479 567

Les débentures émises en 2008 à une valeur nominale de 750 000 \$ sont convertibles et non garanties. Le montant en capital des débentures porte intérêt au taux annuel de 10 % (taux effectif de 23,5%) et le montant en capital est convertible, au gré des détenteurs, en des unités d'ODÉSIA comprenant chacune une action ordinaire du capital social de ODÉSIA et un demi bon de souscription. Le prix de conversion des Débentures en unités sera calculé en fonction d'un prix de conversion égal à la moyenne du cours des actions ordinaires d'ODÉSIA à la cote de la Bourse de croissance TSX inc. pour les 30 jours précédant la date de réception d'un avis de conversion, déduction faite de l'escompte maximal autorisé par la Bourse de croissance TSX inc., soit 25 % si le cours de l'action est de 0,50 \$ et moins, de 20% si le cours de l'action est de 0,51 \$ à 2,00 \$ et 15 % si le cours de l'action est de plus de 2,00 \$. La conversion ne pourra être faite à un prix d'exercice inférieur au cours de l'action ordinaire en date d'émission des débentures. L'intérêt sur le capital des débentures sera payable par le biais de versements semi-annuels en juillet et en janvier de chaque année. Le capital sera également payable par le biais de versements semi-annuels en juillet et en janvier de chaque année, d'un montant équivalent à 75% des fonds excédentaires de la Société disponibles à la date de chaque remboursement. Le montant du remboursement de capital à la date de chaque remboursement ne peut être inférieur à 22 500 \$ et supérieur à 75 000 \$. Le solde des débentures sera exigible 60 mois après la date d'émission des débentures. La Société peut bénéficier, à son gré, d'un seul moratoire de 12 mois sur le remboursement des versements semestriels; le moratoire a été exercé en juillet 2009. À la date d'émission, la portion capitaux propres des débentures convertibles a été estimée à 206 532\$.

Les versements annuels en capital requis sur les débentures convertibles s'établissent comme suit :

	\$
2010	75 000
2011	150 000
2012	150 000
2013	352 500
	727 500

13 Dette à long-terme

	2009 \$	2008 \$
Solde de prix d'achat	277 357	407 191
Frais d'intérêts implicites	29 302	53 232
	306 659	460 423
Versements exigibles à court terme	(147 771)	(310 699)
	158 888	149 724

En date de clôture de l'acquisition de Resource IT, le 30 novembre 2007, la Société s'est engagée à repayer un solde de prix d'achat au montant nominal de 875 000 \$. Ce solde de prix d'achat porte intérêt au taux de 12%, et est remboursable en versements trimestriels jusqu'en décembre 2011. La juste valeur du solde de prix d'achat s'élevait à 767 167 \$ en date d'acquisition. Cette valeur a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie relatifs aux paiements d'intérêts et de capital, et ce, au taux de marché dont la Société pourrait se prévaloir, soit 23,5 % selon un estimé de la direction. Dû à la crise économique, la cédule de paiement a été renégociée durant l'année.

Les versements annuels en capital requis sur la dette à long terme s'établissent comme suit :

	\$
2010	155 190
2011	165 100
	320 290

14 Capital-actions et bons de souscription

A - Capital-actions

Autorisé

Le capital-actions autorisé de la société est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires, votantes et participantes.

Émis et payé

La variation des actions ordinaires émises et en circulation pour les deux derniers exercices s'établit comme suit :

	Nombre	Montant \$
Solde au 31 décembre 2007	27 870 286	3 091 463
Émission d'actions dans le cadre du placement privé du 21 juillet 2008, net des frais d'émission d'actions	1 750 000	573 526
Émission de bons de souscription dans le cadre du placement privé du 21 juillet 2008, net des frais d'émission d'actions	--	66 129
Valeur des bons de souscription échus en 2008 (a)	--	(231 375)
Solde aux 31 décembre 2008 et 2009 (b)	29 620 286	3 499 743

(a) La valeur de ces bons a été débitée du compte de capital-actions et bons de souscription et a été portée au crédit du surplus d'apport.

(b) Il n'y a pas eu de variation des actions ordinaires durant l'exercice terminé le 31 décembre 2009.

B - Bons de souscription

Les bons de souscription en cours permettant à leur détenteur de souscrire à un nombre équivalent d'actions ordinaires s'établissent comme suit :

	Nombre	Prix moyen de levée \$
Solde au 31 décembre 2007	4 010 664	0,500
Frappés d'extinction en 2008	(4 010 664)	0,500
Émis dans le cadre du placement privé du 21 juillet 2008 (expirent le 21 juillet 2011)	350 000	0,400
Solde aux 31 décembre 2008 et 2009 (a)	350 000	0,400

(a) Il n'y a pas eu d'activité durant l'exercice terminé le 31 décembre 2009.

15 Rémunération à base d'actions et surplus d'apport

A - Régime d'options d'achat d'actions

La Société a adopté en 2005 un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de ses employés, de ses administrateurs, de ses consultants et de ses fournisseurs en vertu duquel ces derniers peuvent faire l'acquisition d'actions ordinaires. Les conditions d'exercice sont déterminées par les membres du conseil, mais ce régime est régi par les règles de la Bourse de croissance TSX inc. Les options sont attribuées au prix de clôture du marché boursier le jour précédant leurs attributions. En vertu de ce régime, le nombre maximal d'actions ordinaires réservées à l'octroi ne peut excéder 2 780 000 actions émises, et les options émises à tout bénéficiaire ne peuvent dépasser 5 % des actions ordinaires en circulation à la date de l'octroi. À moins que le conseil n'en décide autrement, les droits s'acquiescent sur une période de trois ans à compter de la date de l'octroi. Ces options doivent être exercées dans les cinq ans suivant leur octroi.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2009, la Société a attribué 110 000 options d'achat d'actions à des salariés (100 000 en 2008). La juste valeur de ces options à la date de l'octroi en 2009 et 2008 a été établie à l'aide du modèle Black-Scholes selon les hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	2009	2008
Volatilité prévue	115 %	69 %
Taux d'intérêt sans risque	2,57%	3,46%
Durée moyenne prévue des options	5 ans	5 ans

15 Rémunération à base d'actions et surplus d'apport (suite)

A - Régime d'options d'achat d'actions (suite)

La juste valeur moyenne de chaque option a été estimée à 0,24 \$ pour les options d'achat d'actions attribuées en 2009 (0,24 \$ pour les options d'achat d'actions attribuées en 2008). Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, la Société a constaté une charge de 10 083 \$ (40 268 \$ en 2008) aux fins du régime de rémunération à base d'actions et a porté ce montant au crédit du surplus d'apport.

La variation des options d'achat d'actions de la Société se détaille comme suit:

	2009		2008	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$
En circulation au début de l'exercice	475 000	0,38	522 500	0,38
Attribuées	110 000	0,25	100 000	0,40
Frappées d'extinction	(50 000)	0,31	(147 500)	0,39
En circulation à la fin de l'exercice	535 000	0,36	475 000	0,38
Pouvant être exercées à la fin de l'exercice	388 333	0,38	320 000	0,38

Le tableau ci-après résume l'information relative aux options en cours au 31 décembre 2009:

Options en circulation			Options pouvant être exercées		
Prix de levée	Nombre d'options	Durée résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
0,25 \$	100 000	4,92	0,25 \$	0	0,25 \$
0,32 \$	60 000	1,61	0,32 \$	60 000	0,32 \$
0,39 \$	235 000	1,05	0,39 \$	235 000	0,39 \$
0,40 \$	140 000	3,33	0,40 \$	93 333	0,40 \$
En cours à la fin	535 000	2,43	0,36 \$	388 333	0,38 \$

B - Régime d'unités différées en actions

Le 18 janvier 2006, le conseil d'administration a approuvé un régime d'unités différées en actions (ci-après appelé « unités différées ») à l'intention des administrateurs, lesquels recevront 100 % de leur rémunération totale sous forme d'unités différées. La valeur d'une unité différée en action est calculée en fonction de la valeur marchande d'une action de la Société à la date de l'évènement, soit le cours moyen pondéré des actions à la cote de la Bourse de croissance TSX inc. pendant les cinq jours qui précèdent immédiatement l'évènement.

Conformément à ce régime, à la fin de chaque trimestre, un nombre d'unités différées correspondant au nombre d'actions ordinaires pouvant être achetées sur le marché libre est crédité à un compte détenu par la Société pour chaque administrateur, et ce, pour un montant égal à la rémunération.

L'administrateur qui quitte le conseil d'administration reçoit un paiement global en espèces correspondant à son solde créditeur aux fins du régime.

Les changements aux unités différées émises par la Société se détaillent comme suit:

	Nombre	Montant \$
Solde au 31 décembre 2007	315 240	140 967
Émises	163 073	63 416
Solde au 31 décembre 2008	478 313	204 383
Émises	245 263	49 672
Paiements faits aux administrateurs sortant	(174 219)	(34 844)
Ajustement suite aux fluctuations de la valeur des actions	--	(109 009)
Solde au 31 décembre 2009	549 357	110 202

Du solde payable au 31 décembre 2009, 522 658 unités différées d'une valeur de 104 702 \$ seront déboursés en 2010 aux administrateurs qui ont démissionnés en 2009. Le solde des unités différées serait monnayé au moment où un administrateur présentement actif quitterait son siège sur le conseil d'administration.

15 Rémunération à base d'actions et surplus d'apport (suite)

C - Surplus d'apport

Les changements au surplus d'apport de la Société se résument comme suit :

	2009 \$	2008 \$
Solde au début de l'exercice	417 794	146 151
Rémunération à base d'actions	10 083	40 268
Bons de souscription frappés d'extinction (Note 14)	--	231 375
Solde à la fin de l'exercice	427 877	417 794

16 Informations sur les flux de trésorerie

Les variations d'éléments du fonds de roulement se détaillent comme suit :

	2009 \$	2008 \$
Débiteurs	357 891	1 735 033
Contrats en cours	201 510	(232 986)
Frais payés d'avance	(5 234)	96 815
Impôts sur les bénéfices à recevoir	--	188 787
Crédit d'impôt à la recherche	300 794	--
Comptes fournisseurs et charges à payer	(357 553)	(731 291)
Revenus perçus par anticipation	21 116	(96 059)
Impôts sur les bénéfices à payer	31 563	--
	550 087	960 299

Les flux de trésorerie se rapportant aux intérêts et aux impôts sur les bénéfices des activités d'exploitation se détaillent comme suit :

	2009 \$	2008 \$
Intérêts payés	355 322	444 344
Impôts sur les bénéfices recouverts	(28 784)	--

17 Informations sectorielles

La Société a examiné ses activités et a établi qu'elle les mène dans un seul secteur d'exploitation isolable. Ce secteur d'exploitation isolable unique tire ses produits de la vente de solutions en intelligence d'affaires et en entreposage de données. Les revenus de consultation informatique représentent 98% des revenus totaux par emplacement (96% en 2008). Les informations requises à l'échelle de la Société se détaillent comme suit :

Produits par emplacement géographique de la domiciliation du client:	2009 \$	2008 \$
Canada	5 615 873	6 370 364
France	7 097 185	7 772 354
Mexique	1 449 661	2 992 046
	14 162 719	17 134 764

Immobilisations corporelles par emplacement géographique:	2009 \$	2008 \$
Canada	25 187	73 129
France	14 025	22 435
Mexique	25 757	39 046
	64 969	134 610

Actifs intangibles attribués aux filiales dans les différents emplacements géographiques:	2009 \$	2008 \$
France	--	5 165
Mexique	15 000	15 000
	15 000	20 165

Écart d'acquisition attribué aux filiales dans les différents emplacements géographiques:	2009 \$	2008 \$
France	35 565	35 565
Mexique(a)	947 872	947 872
	983 437	983 437

(a) Un ajustement de 29 361 \$ a été enregistré dans l'écart d'acquisition en 2008 provenant d'honoraires encourus en 2008, mais en lien avec l'acquisition d'entreprise de 2007. Le montant initial de l'écart d'acquisition enregistré en 2007 s'élevait à 918 511 \$.

18 Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers, et risques financiers

Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers

La Société est exposée à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses opérations et de ses activités d'investissement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Société.

La Société ne conclut pas de contrats visant des instruments financiers, incluant des dérivés financiers, à des fins spéculatives.

Risques financiers

Risque de taux d'intérêt

Les emprunts bancaires portent intérêt à taux variable et exposent donc la Société à un risque de flux de trésorerie découlant des variations des taux d'intérêt.

Les débetures convertibles et la dette à long terme portent intérêt à taux fixe et exposent donc la Société au risque de variation de la juste valeur découlant des variations des taux d'intérêt.

Les autres actifs et passifs financiers de la Société ne présentent aucun risque de taux d'intérêt étant donné qu'ils ne portent pas intérêt.

La Société n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt. Une fluctuation de 50 points de base des taux d'intérêts n'aurait pas un impact significatif considérant le niveau d'endettement actuel de la Société. Par conséquent, une analyse de sensibilité sur l'impact des fluctuations des taux d'intérêt sur les résultats et résultat étendu consolidés n'a pas été fournie.

Risque de change

La société est exposée au risque de change en raison de l'encaisse, des comptes clients, des emprunts bancaires, des comptes fournisseurs et charges à payer libellés en devises étrangères.

	2009				2008			
Actifs libellés en:								
Dollar américain	233 764	\$ US	245 686	\$ CDN	227 845	\$ US	278 608	\$ CDN
Euros	845 975	€	1 268 962	\$ CDN	811 374	€	1 383 069	\$ CDN
Pesos Mexicains	1 985 885	MXN	159 109	\$ CDN	4 337 492	MXN	383 998	\$ CDN
Passifs libellés en:								
Dollar américain	143 310	\$ US	150 618	\$ CDN	44 902	\$ US	54 906	\$ CDN
Euros	571 034	€	856 552	\$ CDN	787 944	€	1 343 129	\$ CDN
Pesos Mexicains	13 443 959	MXN	1 077 130	\$ CDN	9 402 791	MXN	832 429	\$ CDN

La Société ne conclut pas de contrats visant à couvrir le risque de change auquel elle est exposée. Une fluctuation de 10% du taux de conversion de l'Euro, du peso mexicain ou du dollar américain n'aurait pas un impact significatif considérant le niveau actuel de devises monétaires libellées en devises étrangères. Par conséquent, une analyse de sensibilité sur l'impact des fluctuations des taux de conversion sur les résultats et résultat étendu consolidés n'a pas été fournie.

Risque de crédit

Règle générale, la valeur comptable au bilan de la Société des actifs financiers exposés au risque de crédit, après déduction des provisions applicables pour pertes, représente le montant maximum du risque de crédit auquel la Société est exposée.

Le risque de crédit de la Société provient principalement des comptes clients. Une partie des comptes clients est garantie par des tierces parties, par conséquent, la Société n'exige pas de garantie de ses clients. La politique de la Société consiste à soumettre chaque client à une procédure de vérification de son crédit. La Société est également exposée à un risque de crédit relié au montant recevable de l'affacteur (voir Note 8). Le solde des comptes clients est géré et analysé de façon continue et, de ce fait, l'exposition de la Société aux créances douteuses n'est pas importante.

18 Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers, et risques financiers (suite)

Risques financiers (suite)

Risque de crédit (suite)

L'âge des comptes à recevoir au 31 décembre 2009, incluant le montant recevable de l'affacteur, se détaille comme suit:

	2009 \$	2008 \$
Courant	1 317 300	1 187 316
31 - 60 jours (en souffrance)	824 516	860 448
61 - 90 jours (en souffrance)	453 145	590 269
Plus de 91 jours (en souffrance)	265 076	588 571
	2 860 037	3 226 604
Provision pour créances douteuses	(119 590)	(190 882)
Balance au 31 décembre	2 740 447	3 035 722

La Société fait des estimations et des hypothèses dans le processus de détermination de la provision pour créances douteuses. Les comptes débiteurs dont l'âge dépasse l'accord sur les modalités de paiement sont considérés en souffrance. La Société détermine sa provision en considérant un certain nombre de facteurs, y compris l'âge des comptes débiteurs en souffrance, la capacité du client à payer son obligation envers la Société, l'historique et l'état de l'économie globale et de l'industrie en général. La Société radie des comptes à recevoir quand ils sont jugés irrécouvrables et tous paiements reçus par la suite par rapport aux comptes à recevoir radiés sont portés au crédit des résultats et résultat étendu consolidés. La provision pour créances douteuses est calculée principalement sur une analyse spécifique de chaque compte débiteur.

La Société minimise son exposition au risque de crédit en plaçant son argent auprès de grandes banques. La direction estime que ces grandes banques présentent un faible risque de perte.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité consiste en la possibilité que la Société ne puisse s'acquitter de ses obligations financières à leur échéance. La Société gère le risque de liquidités en faisant un suivi serré de sa trésorerie afin de s'assurer de maintenir un niveau suffisant pour pourvoir à ses obligations financières dans un avenir prévisible. La Société établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour rencontrer ses obligations. Une bonne partie des besoins de la Société sont comblés par les flux de trésorerie générés par ses opérations. Au cours des derniers exercices, la Société a principalement financé son expansion par voie d'émission d'actions, de dette à long-terme et de débentures convertibles. Au 31 décembre 2009, la Société ne rencontrait pas les ratios financiers spécifiés dans ses ententes bancaires (voir Note 19).

Le tableau qui suit indique les obligations financières de la Société:

	Débentures convertibles	Dette à long terme	Emprunts bancaires	Comptes fournisseurs et charges à payer	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
2010	144 000	167 293	1 471 757	2 518 908	4 301 958
2011	204 000	197 138	--	--	401 138
2012	189 000	--	--	--	189 000
2013	366 375	--	--	--	366 375

En considérant les opportunités de financement accessibles à la Société, l'encaisse et le calendrier de paiement des passifs, la direction évalue le risque de liquidité de la Société comme modérément élevé.

Juste valeur

La Société a déterminé que la valeur comptable de ses comptes clients, emprunts bancaires et comptes fournisseurs et charges à payer se rapproche de la juste valeur en raison de leur échéance à court terme. La juste valeur des débentures convertibles et de la dette à long terme a été déterminée en fonction des flux de trésorerie futurs actualisés. La juste valeur de ces instruments se rapproche de la valeur comptable au 31 décembre 2009.

Hiérarchie de la juste valeur

La hiérarchie de la juste valeur requiert l'utilisation de données observées sur les marchés chaque fois que ces données existent. Un instrument financier est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie pour laquelle des données importantes ont été prises en compte pour mesurer la juste valeur. L'encaisse est le seul actif financier évalué à la juste valeur au 31 décembre 2009 et elle est classée au Niveau 1.

19 Information à fournir concernant le capital

Aux 31 décembre 2009 et 2008, le capital de la Société est composé de :

	2009 \$	2008 \$
Encaisse	(294 455)	(370 256)
Emprunts bancaires	1 471 757	1 563 664
Débiteures convertibles, incluant la portion à court terme	540 587	502 067
Dettes à long terme, incluant la portion à court terme	306 659	460 423
Capitaux propres	191 005	652 143
	2 215 553	2 808 041

Les objectifs de la Société dans sa gestion du capital est de s'assurer une position de liquidité suffisante pour :

- ☞ rester en exploitation
- ☞ augmenter sa part du marché et ses bénéfices afin de maximiser le rendement pour ses actionnaires
- ☞ entreprendre les acquisitions sélectionnées
- ☞ poursuivre sa croissance organique
- ☞ minimiser la dilution de ses actionnaires

La Société adopte une approche prudente à l'égard des leviers financiers et de la gestion des risques financiers. La Société vise, et a l'intention de maintenir, une structure de capital flexible afin de conserver les ratios nécessaires à l'obtention de financement. Les objectifs, politiques et procédures de la Société dans sa gestion du capital n'ont pas changé depuis le dernier exercice.

La Société est assujettie à certaines clauses restrictives relativement à ses facilités de crédit, lesquelles comprennent le maintien :

- ☞ d'un ratio consolidé du fond de roulement de 1,5 ou plus
- ☞ d'un ratio consolidé de la dette totale sur valeur tangible nette de 2,5 ou moins
- ☞ d'un ratio du fond de roulement pour Resource IT de Mexico S.C. de 1,25 ou plus
- ☞ d'un ratio de dette sur valeur nette pour Resource IT de Mexico S.C. de 2,0 ou moins
- ☞ d'un ratio des bénéfices avant frais financiers, amortissements et impôts sur les bénéfices sur frais financiers pour Resource IT de Mexico S.C. de 1,5 ou plus
- ☞ de capitaux propres pour Resource IT de Mexico S.C. de 5 500 000 pesos mexicains (440 660 \$) ou plus.

Au 31 décembre 2009, la Société ne respectait pas les ratios financiers ci-dessus tel que spécifié dans ses ententes bancaires. Par conséquent, la capacité de la Société de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses passifs est tributaire de la collaboration soutenue de ses prêteurs et actionnaires.

La stratégie financière de la Société vise le maintien d'une structure de capital flexible cohérente avec les objectifs mentionnés plus tôt et permettant de réagir efficacement aux variations de la conjoncture économique et des risques reliés aux actifs. Afin de maintenir ou d'ajuster la structure de son capital, la Société peut émettre de nouvelles actions et de nouveaux titres de dettes ou procéder à un refinancement de la dette existante avec des caractéristiques différentes.

20 Engagements

La Société s'est engagée, en vertu de contrats de location et de services professionnels échéants à différentes dates jusqu'en 2013, à verser une somme de 360 109 \$ pour des honoraires professionnels, un local, du matériel roulant et des équipements au Canada. Le bail pour le local comporte une option de renouvellement pour une période additionnelle de trois ans dont la Société pourra se prévaloir en donnant un préavis de neuf mois. La Société s'est également engagée en vertu de contrats de location échéant à différentes dates jusqu'en 2012, à verser une somme de 216 853 € (325 279 \$) pour un local et du matériel roulant en France. Le bail pour le local comporte deux options de renouvellement pour une période additionnelle de trois ans chacune dont la Société pourra se prévaloir en donnant un préavis de six mois. La Société s'est de plus engagée, en vertu de contrats de location échéant à différentes dates jusqu'en 2011, à verser une somme de 725 120 pesos mexicains (58 097 \$) pour des locaux, du matériel roulant et des équipements au Mexique.

Les paiements minimums exigibles pour les quatre prochains exercices sont les suivants :

	\$
2010	286 008
2011	258 043
2012	141 883
2013	57 551
	743 485

21 Éventualités

Dans le cours normal de ses activités, la Société est impliquée dans des poursuites judiciaires. Il est impossible de déterminer l'issue de ces poursuites à l'heure actuelle et, par conséquent, aucune provision n'a été constituée. La Société estime que le règlement de ces poursuites n'aura pas de répercussions défavorables importantes sur sa situation financière.

22 Chiffres de l'exercice précédent

Certains éléments comparatifs de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation des états financiers consolidés du présent exercice.



ADMINISTRATEURS

Nicolas Bonnafous

Boucherville (Québec), Canada

Michael Perreault

Dollard des Ormeaux (Québec), Canada

Timothy R. Murdoch

Westmount (Québec), Canada

AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES ET DES TRANSFERTS

Services aux investisseurs Computershare inc.

1500 University
Bureau 700I
Montréal (Québec)
H3A 3S8

INSCRIPTION BOURSIÈRE

Bourse de Croissance TSX
Symbole : ODS

Cusip: 675848105

RAPPORT ANNUEL

Des exemplaires additionnels du rapport annuel seront expédiés sur demande écrite à :

Groupe ODÉSIA inc.

1155 University
Bureau 800
Montréal (Québec)
H3B 3A7
Télécopieur: (514) 876-1153
Courriel: nbonnafous@odesia.com

DIRIGEANTS

Nicolas Bonnafous, président et chef de la direction
Boucherville (Québec), Canada

Simon Lepage, chef des opérations financières
Candiac (Québec), Canada

Denise Gonçalves, vice-présidente développement des affaires
Verdun (Québec), Canada

Jacques Daigle, directeur général, Odésia Europe
Argenteuil, France

Alfredo Pina Cedillo, directeur-général, Odésia Mexique
Querétaro (Querétaro), Mexico

VÉRIFICATEURS

Raymond Chabot Grant Thornton s.e.n.c.r.l.

CONSEILLERS JURIDIQUES

McCarthy Tétrault s.e.n.c.r.l.

SIÈGE SOCIAL

Groupe ODÉSIA Inc.

1155 University
Bureau 800
Montréal (Québec)
H3B 3A7

Téléphone: (514) 876-1155
Télécopieur: (514) 876-1153



SIÈGE SOCIAL

Groupe ODÉSIA Inc.
1155 rue University,
bureau 800
Montréal (Québec)
H3B 3A7

Téléphone: (514) 876-1155
Télocopieur: (514) 876-1153

www.odesia.com